



ÉRYTHRÉE

De victime à acteur clé de la géopolitique
de la Corne de l'Afrique



Présenté sur le dialogue multidisciplinaire sur "Justice,
développement et géopolitique de la corne"
4th - 6th septembre 2024
Asmara, Érythrée

État d'Érythrée
Ministère de la Justice



ÉRYTHRÉE:

De victime à acteur clé de la géopolitique de la Corne de l'Afrique

Présenté sur le dialogue multidisciplinaire sur
“Justice, développement et géopolitique de la corne”

4th – 6th septembre 2024

Asmara, Érythrée



État d'Érythrée
Ministère de la Justice



Ce document est publié par le ministère de la Justice de l'État d'Érythrée.
Asmara, Érythrée.

Érythrée: De victime à acteur clé de la géopolitique de la Corne de
l'Afrique

Copyright © 2024.

Tous droits réservés.

Cette publication propose des alternatives de langues tigrées, arabes,
anglaises, espagnoles, néerlandaises et russes accessibles depuis
<https://www.mojeritrea.net>.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	I
ACRONYME	V
INTRODUCTION	VII
PREMIÈRE PARTIE: LA FORMATION DES ÉTATS ET LA GÉOPOLITIQUE DU COLONIALISME DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE	1
I. La ruée vers l'Afrique	1
Les causes de la ruée vers l'Afrique	1
L'impact géopolitique de la ruée vers l'Afrique	2
Le cas de l'Érythrée en tant que colonie italienne	3
II. La colonisation italienne en Érythrée	4
Histoire et motivations de la colonisation italienne	4
Objectifs, politiques et stratégies de la colonisation italienne en Érythrée	6
Exploitation économique de l'Érythrée sous la colonisation italienne	8
Impact social et culturel de la colonisation italienne	9
Colonisation italienne et formation de l'identité érythréenne	10

Évaluer les effets à long terme de la colonisation italienne sur le développement géopolitique de l'Érythrée	12
--	----

DEUXIÈME PARTIE: LA CONSCIENCE NATIONALE ÉRYTHRÉENNE ET LA GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE FROIDE 13

I. Comment les Britanniques ont trahi l'Érythrée	13
--	----

II. La tentative britannique de faire de l'Érythrée un État indépendant non viable et sa partition	15
--	----

Le plan Bevin-Sforza	18
----------------------	----

Le pillage de l'Érythrée par les Britanniques	19
---	----

III. La conscience nationale érythréenne naissante et la façon dont les Britanniques et l'Éthiopie ont tenté de contrecarrer les mouvements d'indépendance	22
--	----

IV. Le refus de l'indépendance de l'Érythrée par les États-Unis, la résolution 390 A (V) de l'Assemblée générale des Nations Unies et la fausse fédération	25
--	----

La "fausse" Fédération et sa dissolution	28
--	----

TROISIÈME PARTIE: LA RÉVOLUTION ÉRYTHRÉENNE ET LA GÉOPOLITIQUE DES REBELLES 33

I. Le démantèlement de la fédération et le début de la lutte armée	33
--	----

II. Le long et difficile chemin vers l'unité	37
--	----

III. L'Éthiopie : un cheval de Troie dans la grande rivalité géopolitique	40
---	----

IV. La transformation sociale, le second visage de la révolution	45
V. Atteindre l'objectif ultime - l'autodétermination et l'indépendance	49
VI. Relations avec d'autres mouvements de libération	51
VII. Réalisation de la quête d'autodétermination du peuple érythréen	52
QUATRIÈME PARTIE: L'ERYTHRÉE INDÉPENDANTE ET LA "FIN DE L'HISTOIRE"	55
I. Changer la règle du jeu dans la géopolitique de la région	55
II. Changer les règles du jeu de l'aide internationale	58
III. Prophétie auto-réalisatrice: L'hostilité renouvelée des Etats-Unis contre le peuple érythréen	61
IV. Un mauvais exemple d'un bon exemple	63
V. Le chemin à parcourir	67
BIBLIOGRAPHIE	71

ACRONYME

AGNU	L'Assemblée générale des Nations Unies
BMA	L'administration militaire britannique
CPC	Comme un pays particulièrement préoccupant
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
EEBC	Eritrean Ethiopian Boundary Commission
ELA	L'Armée de libération de l'Érythrée
ELF	Front de libération de l'Érythrée
ELM	Mouvement de libération de l'Érythrée
EPLF	Front de libération du peuple érythréen
EPRDF	Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien
ERREC	L'Eritrean Relief and Refugee Commission
FLN	Front de libération nationale algérien
IGAD	L'Autorité intergouvernementale pour le développement
IGADD	L'Autorité intergouvernementale pour la sécheresse et le développement

MLWE	Ligue musulmane de l'Érythrée occidentale
MNL/NLM	Mouvements de libération nationale
OETA	L'administration du territoire ennemi occupé
OLF	Front de libération oromo
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PFDJ	Front populaire pour la démocratie et la justice
PGE	Gouvernement provisoire de l'Érythrée
PND	Programme national démocratique
TGE	Gouvernement transitoire d'Éthiopie
TPLF	Front de libération des peuples du Tigré
UP	Parti unioniste

INTRODUCTION

Les pays de la Corne de l'Afrique sont le fruit des manœuvres géopolitiques des puissances coloniales à la fin du 19^{ème} siècle. Ce fait peut être désagréable à avaler pour certains, mais nous devons l'avalier. Les peuples de la région ont payé cher les mésaventures de leurs dirigeants, désireux de réaliser des fantasmes de grandeur fabriqués à partir de mythes de brume n'existant que dans l'imagination de pseudo-historiens. Si nous voulons sortir du cycle de la guerre, de la pauvreté et de l'arriération qui a frappé notre région, nous devons, dans la mesure du possible, regarder en face la réalité de notre histoire, sans craindre les squelettes dans le placard et en nous appuyant sur les nobles réalisations de nos ancêtres. Ce n'est qu'alors que nous pourrons racheter l'histoire et en tirer parti pour construire ensemble un avenir radieux pour tous.

Lorsque les Italiens ont donné le nom d'Érythrée aux biens immobiliers qu'ils venaient d'acquérir dans la Corne de l'Afrique, les habitants de cette terre n'ont pas été consultés et n'étaient pas conscients que leur histoire venait de prendre, pour le meilleur ou pour le pire, une nouvelle direction. Lorsque les maîtres italiens ont enrôlé les indigènes dans l'armée impériale et les ont forcés à faire leurs guerres, la souffrance partagée a créé le germe d'une nouvelle identité. Lorsque les maîtres italiens ont recruté les indigènes pour qu'ils fournissent une main-d'œuvre éreintante pour la construction de leurs routes, chemins de fer, palais, cathédrales et monuments, la souffrance partagée a suscité un nouveau sentiment

d'appartenance. Lorsque les autochtones ont été déracinés et rassemblés dans des bidonvilles, et contraints de travailler comme domestiques, ouvriers d'usine et fonctionnaires pour un salaire de misère, leur souffrance collective leur a permis de renaître en tant qu'Érythréens, tandis que leur sang et leur sueur ont créé l'Érythrée.

Lorsque les Italiens ont été vaincus et chassés d'Érythrée pendant la Seconde Guerre mondiale, les Érythréens pensaient naïvement qu'ils allaient enfin être maîtres de leur destin, maîtres de l'Érythrée. Hélas, ce n'était pas prévu. La géopolitique de la rivalité des grandes puissances de la guerre froide leur a donné un réveil brutal et une leçon amère mais très importante : personne ne vous donne votre liberté, vous la prenez, vous la prenez par la force si nécessaire. C'est ainsi qu'a commencé l'une des plus longues guerres de libération. Lorsque les Érythréens ont pris les armes et commencé à se battre pour leur indépendance, ils ont vite compris qu'il ne suffisait pas de vaincre l'ennemi, mais qu'il fallait aussi vaincre les démons qui sommeillaient en eux. Cette lutte sur deux fronts a permis aux Érythréens non seulement de gagner leur liberté, mais aussi de renforcer les liens de la nation grâce à la camaraderie d'un sacrifice partagé.

La guerre de libération de l'Érythrée a été l'une des plus sanglantes de l'histoire de la région, et les deux peuples frères d'Érythrée et d'Éthiopie ont payé la folie des autres avec leurs meilleurs éléments et des décennies d'opportunités perdues. Lorsque l'Érythrée a obtenu son indépendance, on espérait que ce serait un nouveau départ pour les peuples de la région, une occasion de tirer les leçons de l'histoire et de repartir sur de nouvelles bases. Malheureusement, certaines personnes sont restées bloquées dans leur vieille mentalité et ont voulu remonter le fleuve de l'histoire. Et comme leurs pairs dans l'histoire, leur méthode préférée consistait à s'aligner sur les grandes puissances plutôt que de servir les intérêts de leur peuple en s'efforçant véritablement d'apporter la paix collective, la justice et la prospérité aux peuples de la région.

La deuxième guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie a été encore plus sanglante et plus coûteuse, mais le prix élevé qu'elle a exigé a réaffirmé la nécessité d'un changement de paradigme dans la façon dont les États pensent à leur sécurité et à leur développement. La solution à leurs problèmes se trouve à l'intérieur de la région et non à l'extérieur ; le progrès et la grandeur viennent en travaillant ensemble pour apporter la paix, la justice et la prospérité à toute la région et non en choisissant la facilité et en remettant nos problèmes, ainsi que notre destin, à d'autres.

PREMIÈRE PARTIE: LA FORMATION DES ÉTATS ET LA GÉOPOLITIQUE DU COLONIALISME DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

I. LA RUEE VERS L'AFRIQUE

La Ruée vers l'Afrique, phénomène historique qui a profondément marqué le paysage géopolitique du continent africain, est le résultat de l'interaction complexe de divers facteurs, depuis l'établissement de comptoirs européens en Afrique de l'Ouest jusqu'à l'ouverture du canal de Suez, en passant par la nécessité d'une présence coloniale permanente.

Les causes de la ruée vers l'Afrique

Les historiens classent la période allant de 1880 à 1919 environ, "ère de pacification". Au cours de cette période, l'Afrique a été partagée, conquise et occupée efficacement par les nations européennes industrialisées de l'époque. La cause immédiate en est la concurrence entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, qui a conduit à la Conférence de Berlin (1884-85) et qui a abouti à la partition du continent sur le papier. Les dernières années de "l'ère de la pacification" se caractérisent par le déploiement de troupes pour effectuer la partition sur le terrain, et l'occupation effective des zones conquises par l'introduction de diverses

mesures administratives et d'infrastructures pour l'exploitation des ressources des colonies.

La ruée vers l'Afrique a été un phénomène historique complexe et multiforme. L'établissement de comptoirs européens en Afrique de l'Ouest, l'ouverture du canal de Suez et la nécessité d'une présence coloniale permanente en Afrique figurent parmi les facteurs clés qui ont contribué à ce changement géopolitique.

La présence de comptoirs européens en Afrique de l'Ouest, tels que ceux établis par les Portugais, les Hollandais et les Britanniques, a jeté les bases de la ruée vers l'Afrique. Ces comptoirs s'occupaient principalement de l'extraction des ressources naturelles et de l'établissement de réseaux commerciaux, ce qui a finalement conduit au désir d'un contrôle colonial plus permanent sur la région. L'ouverture du canal de Suez en 1869 est un autre facteur important qui a contribué à la ruée vers l'Afrique. Le canal a fourni une voie maritime directe entre l'Europe et l'Asie, faisant de la mer Rouge une voie stratégique cruciale pour les puissances européennes dominantes de l'époque. En outre, la nécessité d'une présence coloniale permanente en Afrique était motivée par divers facteurs, notamment le désir de domination politique et économique, l'expansion des sphères d'influence européennes et le besoin perçu de "civiliser" le continent africain.

L'impact géopolitique de la ruée vers l'Afrique

Le Scramble for Africa a eu un impact profond sur le paysage géopolitique du continent. La division arbitraire du continent africain par les puissances européennes, sans tenir compte des structures sociales, économiques et politiques existantes, a entraîné la création de frontières artificielles et la perturbation des dynamiques de pouvoir traditionnelles. Cela a contribué à l'émergence de divers conflits et tensions géopolitiques, les États

coloniaux nouvellement établis se disputant le contrôle des ressources et des emplacements stratégiques.

La ruée vers l'Afrique a également eu un impact significatif sur le développement économique et technologique du continent. Les puissances coloniales européennes ont exploité les ressources naturelles et le potentiel agricole de leurs colonies respectives, au détriment des populations locales. Cette extraction des ressources, associée au développement d'infrastructures (comme les chemins de fer et les ports) pour faciliter le commerce et le transport, a eu des conséquences considérables sur le paysage géopolitique et géoéconomique de l'Afrique.

Le cas de l'Érythrée en tant que colonie italienne

L'Érythrée est un autre produit de la lutte pour l'Afrique et de la dynamique de pouvoir qui existait entre les puissances coloniales européennes vers la fin du 19^e siècle.

L'Érythrée est devenue une colonie italienne en 1890, en grande partie à cause des tensions entre la France et la Grande-Bretagne. La concurrence géopolitique entre ces deux puissances, ainsi que la grande famine de 1888-1892, le pillage continu par les seigneurs de la guerre du Tigré, la mission religieuse de l'Église catholique et l'influence de la compagnie maritime Rubatino, ont tous contribué à la colonisation italienne de l'Érythrée.

La colonisation italienne de l'Érythrée a eu un impact significatif sur le développement politique, économique et technologique du pays. L'Italie a activement poursuivi ses intérêts géopolitiques, militaires et économiques dans la région en installant des Italiens en Érythrée, en développant ses infrastructures, en exploitant ses ressources naturelles et ses terres agricoles, et en établissant et en agrandissant des villes portuaires pour dominer les routes commerciales de la mer Rouge.

Ces actions de l'Italie ont considérablement affecté le paysage géopolitique, géoéconomique et technologique de l'Érythrée. La stratégie coloniale italienne consistant à utiliser les Askari, une force militaire composée de soldats érythréens, était un aspect clé de leur contrôle géopolitique et géostratégique dans la région. La colonisation italienne de l'Érythrée a transformé le pays en une plaque tournante stratégique pour leurs ambitions coloniales dans la Corne de l'Afrique, avec des conséquences considérables pour le développement géopolitique de la région.

II. LA COLONISATION ITALIENNE EN ÉRYTHREE

Histoire et motivations de la colonisation italienne

La Corne de l'Afrique a connu d'importants changements à la fin du 19^e siècle. La chute des mahdistes, l'émergence de l'Empire éthiopien et l'expansion des puissances européennes dans la région figurent parmi les principaux développements de cette époque. Ces changements ont été façonnés par une série de guerres qui ont eu un impact profond sur l'Érythrée et sa population. De la bataille de Gundet en 1875 entre l'empereur Yohannes et les Égyptiens, à la bataille d'Adwa en 1896 entre les Italiens et Ménélik, l'Érythrée et sa population ont été sévèrement touchées. À la suite de ces conflits, associés à des calamités naturelles comme le manque prolongé de précipitations, la propagation du virus de la peste bovine, qui a dévasté le cheptel, le peuple érythréen a subi une grave famine de 1888 à 1892. Cela a non seulement entraîné la perturbation de la vie sociale et économique de l'Érythrée, mais a également créé un environnement propice à l'expansionnisme italien dans la région. En outre, la colonisation italienne de l'Érythrée était motivée par un programme géopolitique et idéologique plus large, qui visait à contester la domination d'autres puissances européennes, telles que la France et la Grande-Bretagne, dans la région.

Cela remonte à l'unification politique de l'Italie en 1861, qui s'est produite par le biais d'annexions territoriales et a conduit à la création du Royaume d'Italie. Cependant, l'État italien unifié est confronté à des problèmes internes tels que la pauvreté, le chômage et l'analphabétisme, qui poussent de nombreux Italiens à émigrer. Consciente de sa faiblesse politique, l'Italie cherche à obtenir le soutien de la Grande-Bretagne pour ses ambitions coloniales.

En 1869, le missionnaire italien Giuseppe Sapeto achète un petit territoire à Assab, sur la côte de la mer Rouge, agissant au nom du gouvernement italien, qui hésite d'abord à revendiquer ouvertement le territoire en raison des inquiétudes suscitées par les rivalités européennes. Au cours de la décennie suivante, l'Italie consolide progressivement son contrôle sur Assab et la région environnante, pour finalement établir la colonie d'Érythrée en 1890. Cette entreprise coloniale était motivée par le désir de l'Italie d'établir une présence permanente dans la Corne de l'Afrique, stratégiquement importante, et de contrôler les routes commerciales de la mer Rouge. En conséquence, le petit territoire d'Assab (environ 630 km², habité par 1 253 personnes) est devenu officiellement la première colonie italienne. Dans un discours prononcé devant la Chambre des députés, Mancini souligne qu'Assab est un territoire appartenant à l'Italie au sens politique, bien qu'il ne constitue pas une partie intégrante de l'État et qu'il soit soumis à un régime spécial, comme il convient à une colonie. En 1884, l'ambassadeur italien à Londres informe Mancini que le ministre britannique des Affaires étrangères a demandé si l'Italie était prête à occuper le port de Massawa sur la mer Rouge. L'Italie accepte et, en 1885, les forces italiennes occupent Massawa sans rencontrer de résistance de la part de la garnison égyptienne. Cela a marqué le début de la colonisation de la région par l'Italie, qui a été officiellement établie en tant que colonie d'Érythrée en 1890.

Les relations entre l'Italie et l'Éthiopie se sont toutefois rapidement détériorées. L'Italie cherche à obtenir des frontières plus favorables que celles convenues dans le traité de Wichale et poursuit une politique de division et de conquête à l'encontre de l'empereur Ménélik. L'Italie a également prétendu que le traité établissait un protectorat italien sur l'Éthiopie, ce que Ménélik a découvert plus tard. Les négociations ont échoué, ce qui a conduit à la bataille d'Adwa en 1896, où l'armée italienne a été vaincue. En conséquence, l'Italie a reconnu l'Éthiopie comme un État souverain et indépendant, et le traité de Wichale a été résilié.

Objectifs, politiques et stratégies de la colonisation italienne en Érythrée

La colonisation italienne de l'Érythrée s'est caractérisée par un ensemble de politiques et de stratégies visant à consolider leur contrôle sur le territoire et sa population. La colonisation italienne de l'Érythrée était motivée par trois objectifs principaux. Premièrement, l'Italie a cherché à installer son "surplus" de population en Érythrée, qui était jugée climatiquement adaptée aux colons européens et possédait des vallées fertiles et des plaines irrigables. À cette fin, le gouvernement colonial italien a systématiquement exproprié la plupart des terres fertiles des agriculteurs érythréens indigènes et a institué un nouveau système foncier, plaçant près de la moitié des terres du pays sous le contrôle du gouvernement. Cette mesure a été facilitée par une série de décrets désignant certaines zones, telles que les régions côtières, les forêts et les basses terres, comme des "terres publiques" (terre dominiali).

Deuxièmement, le régime colonial italien visait à acquérir des sources de matières premières bon marché pour son secteur industriel en expansion et à établir un marché élargi pour ses produits finis sans la concurrence d'autres économies européennes. Pour y parvenir, l'administration coloniale a mis en place en Érythrée des industries légères qui n'ont pas

contribué de manière significative à la croissance économique du pays, mais qui ont servi de “liens” pour le transfert en douceur des marchandises italiennes vers les marchés érythréen et Est-Africain. Le gouvernement colonial a également investi massivement dans des projets d'infrastructure, tels que des routes, des chemins de fer et des ports maritimes, afin de faciliter la circulation des marchandises et des ressources.

Troisièmement, l'Italie a cherché à utiliser l'Érythrée comme tremplin pour poursuivre son expansion coloniale dans la Corne de l'Afrique, en ciblant principalement l'Éthiopie, la Somalie et le Yémen. Cette ambition était alimentée par le désir de l'Italie de “faire revivre” l'Empire romain par de nouvelles conquêtes et par le sentiment d'être “rabaissée” par les autres puissances européennes pour ne pas avoir une présence coloniale significative. La montée du régime fasciste de Benito Mussolini en Italie a encore accéléré ces aspirations expansionnistes, conduisant à l'incorporation de l'Érythrée, de la Somalie et de l'Éthiopie dans l'Empire italien d'Afrique de l'Est en 1936.

Par conséquent, toutes les politiques et tous les projets de développement lancés par le gouvernement colonial italien étaient centrés sur ces trois objectifs principaux. L'administration italienne a lancé ses premiers grands projets de développement en Érythrée à partir de la fin des années 1880. Par exemple, la construction du réseau ferroviaire érythréen a commencé en 1887, la première ligne reliant la ville portuaire de Massawa à la ville intérieure de Saati, située à 27 kilomètres de la côte, ayant été achevée en 1888. Cette ligne de chemin de fer a ensuite été prolongée jusqu'à la capitale, Asmara, en 1911. En plus du chemin de fer, les Italiens ont construit une vaste infrastructure de ports, de routes, de télécommunications, d'usines, de centres administratifs et de postes de police dans toute la colonie, ce qui a contribué à unifier l'Érythrée sous un gouvernement colonial centralisé. De nombreux historiens et spécialistes ont fait remonter le développement d'une conscience nationale

érythréenne distincte à cette période, car le recrutement à grande échelle d'Érythréens en tant qu'askaris (soldats coloniaux) dans l'armée italienne a renforcé un sentiment d'identité partagée au sein de la population. Ces askaris érythréens ont participé aux deux guerres italo-éthiopiennes ainsi qu'à la guerre contre l'Empire ottoman en Libye. Cependant, l'administration coloniale italienne a également mis en œuvre des politiques visant à limiter le développement d'une élite érythréenne. En 1932, le gouvernement fasciste a expulsé les missionnaires protestants, qui avaient été les principaux fournisseurs d'éducation au-delà de la quatrième année pour les Érythréens. En outre, les autorités coloniales ont restreint l'accès de tous les Érythréens, y compris ceux d'origine raciale mixte, aux écoles, aux emplois et aux services sociaux dans les zones urbaines.

Exploitation économique de l'Érythrée sous la colonisation italienne

La colonisation italienne de l'Érythrée s'est également caractérisée par l'exploitation économique systématique du territoire et de sa population. L'objectif premier de l'administration coloniale était de transformer l'Érythrée en une source de matières premières et un marché captif pour les produits finis italiens, plutôt que de développer une économie autonome. Pour y parvenir, le gouvernement colonial italien a mis en œuvre une série de politiques qui ont perturbé les structures économiques et sociales traditionnelles de l'Érythrée. Par exemple, les autorités coloniales ont confisqué de grandes étendues de terre aux fermiers érythréens autochtones pour les attribuer à des colons italiens, privant de fait la population locale de ses moyens de subsistance.

L'administration coloniale a également imposé de lourdes taxes à la population érythréenne, dont les revenus ont servi à financer des projets d'infrastructure qui ont principalement profité aux colons italiens et à l'administration coloniale, plutôt qu'à la population locale. En outre, le gouvernement colonial a mis en place un système de travail forcé, qui

obligeait les Érythréens à fournir une main-d'œuvre peu rémunérée pour la construction de routes, de chemins de fer et d'autres projets d'infrastructure. Les Italiens ont également fortement exploité les ressources naturelles comme l'or, le zinc, le cuivre...etc. et ont utilisé l'Érythrée comme source de matières premières et de produits agricoles pour la partie continentale de l'Italie. En outre, l'administration coloniale a mis en place un système strict de contrôle de l'économie érythréenne, notamment en imposant des tarifs douaniers, des monopoles et des restrictions sur les échanges et le commerce. L'exploitation économique de l'Érythrée sous la colonisation italienne a eu un impact significatif sur le développement social et politique du pays.

Impact social et culturel de la colonisation italienne

La transformation économique et la structure des classes est l'un des impacts de la colonisation italienne en Érythrée. Le colonialisme italien a apporté des changements économiques significatifs à l'Érythrée. La mise en place d'un système capitaliste et l'exploitation des ressources locales ont été au cœur de cette transformation. Cependant, l'impact sur la classe ouvrière et le développement d'une économie capitaliste bien établie ont été limités. L'Érythrée n'a pas connu de croissance économique ni d'amélioration de l'éducation de ses citoyens. En effet, les investissements italiens se sont principalement concentrés sur le commerce d'importation et d'exportation plutôt que sur les activités productives au sein de la colonie. Ils n'ont donc pas apporté grand-chose aux habitants de l'Érythrée.

De plus, la colonisation italienne a considérablement influencé le tissu social et culturel de l'Érythrée, car les autorités coloniales ont mis en œuvre des politiques visant à transformer la population locale selon les normes et les valeurs italiennes. L'administration coloniale a cherché à imposer la langue, la religion et les pratiques culturelles italiennes au peuple érythréen, souvent par des mesures coercitives. Cela a conduit à

l'érosion progressive des coutumes traditionnelles érythréennes et à l'émergence d'une culture hybride qui combinait des éléments italiens et locaux. La stratification sociale au sein de la société érythréenne s'est également modifiée, l'élite coloniale et les colons italiens occupant des positions de pouvoir et de privilège, tandis que la population locale était confrontée à une marginalisation et une exploitation accrues.

Cependant, le peu d'éducation et l'industrialisation, ajoutés à la conscription des locaux en tant qu'askaris pour combattre les guerres italiennes, ont conduit à une prise de conscience nationale. L'acte malheureux du gouvernement colonial de limiter l'éducation des Érythréens en la considérant comme une menace potentielle pour le colonialisme lui-même a commencé à échouer lentement. Le rôle de l'élitisme intellectuel dans la formation de la conscience nationale était important et l'éducation a fini par être considérée comme un moyen de favoriser l'identité nationale.

Colonisation italienne et formation de l'identité érythréenne

La colonisation italienne de l'Érythrée a eu un impact profond sur la formation de l'identité érythréenne. L'afflux de colons italiens, la langue et les pratiques culturelles ont considérablement influencé le tissu social et culturel de la société érythréenne. Les efforts de l'administration coloniale pour assimiler les Érythréens au système colonial italien ont abouti à l'émergence d'une identité culturelle hybride, mêlant des éléments des traditions italiennes et locales érythréennes.

La période coloniale a également vu la consolidation des divers groupes ethniques et religieux de l'Érythrée en une identité nationale plus cohésive. Les politiques linguistiques de l'administration coloniale italienne ont eu un impact significatif sur l'identité et le nationalisme érythréens. En instituant la langue italienne comme principal moyen d'instruction dans les écoles érythréennes, les autorités coloniales visaient à faciliter la

communication et l'assimilation. Cependant, ce changement linguistique a eu pour conséquence involontaire de saper les langues locales largement parlées, qui étaient profondément enracinées dans le tissu culturel de la société érythréenne. Cette imposition linguistique a contribué à une interaction complexe entre les influences culturelles érythréennes et italiennes, les Érythréens étant aux prises avec la tension entre leurs traditions autochtones et les normes coloniales imposées.

En outre, les autorités coloniales ont mis en place un système éducatif de type occidental en Érythrée. Si cette exposition à de nouvelles connaissances et compétences a profité à la population érythréenne, elle a également servi à renforcer les structures du pouvoir colonial et à créer une classe d'élites éduquées. Ces élites se sont souvent retrouvées dans une position précaire, déchirées entre leur héritage érythréen et les aspirations de l'administration coloniale. Paradoxalement, ce système éducatif a également joué un rôle crucial dans la montée du nationalisme érythréen. Au fur et à mesure que la jeunesse érythréenne s'instruisait, elle prenait conscience de l'histoire et de la culture de son pays, ainsi que des injustices du régime colonial. Cet éveil intellectuel a alimenté un désir croissant d'autodétermination et d'indépendance.

La conscription des Érythréens dans l'armée coloniale italienne, connue sous le nom d'askaris, a davantage façonné l'identité et le nationalisme érythréens. Cette expérience a exposé les soldats érythréens à un monde plus vaste et à des cultures diverses, favorisant un sentiment d'unité car ils partageaient des épreuves et des sacrifices communs. La participation des Érythréens à la Seconde Guerre mondiale, en combattant aux côtés des forces italiennes, a créé une situation paradoxale. Alors qu'ils servaient dans l'armée italienne, de nombreux Érythréens ont perdu leurs illusions sur le régime colonial et ont développé un sentiment plus fort de nationalisme érythréen. Leurs expériences sur le champ de bataille ont contribué à un désir croissant d'indépendance et d'autodétermination,

certains soldats érythréens finissant par rejoindre des mouvements de résistance contre le régime colonial. La formation et l'expérience militaires acquises par ces soldats érythréens se sont révélées inestimables dans la lutte pour la libération qui a suivi. Si la colonisation italienne a eu un impact profond sur la société érythréenne, elle a également joué un rôle paradoxal dans la formation de l'identité érythréenne. L'éducation et la conscription, initialement destinées à servir les intérêts coloniaux, ont finalement contribué à la montée du nationalisme érythréen et à la lutte pour l'indépendance.

Évaluer les effets à long terme de la colonisation italienne sur le développement géopolitique de l'Érythrée

L'héritage de la colonisation italienne en Érythrée a eu un impact significatif et durable sur la dynamique géopolitique de la Corne de l'Afrique. La délimitation arbitraire des frontières de l'Érythrée, la création d'une identité culturelle hybride érythréo-italienne et la décision abrupte prise sur le sort de l'Érythrée après la Seconde Guerre mondiale ont toutes contribué au paysage géopolitique complexe et volatile de la région. Si la présence coloniale de l'Italie en Érythrée a été relativement éphémère, ses conséquences se sont répercutées pendant des décennies. L'impact du colonialisme italien sur l'identité érythréenne et la lutte pour l'indépendance qui s'en est suivie ont façonné la trajectoire du pays et ses relations avec ses voisins. Alors que l'Érythrée continue de relever les défis posés par son passé colonial et les tensions régionales actuelles, il sera crucial pour les décideurs politiques et les universitaires de mieux comprendre les racines historiques de ces problèmes. Ce n'est qu'en reconnaissant et en traitant les héritages du colonialisme que les pays de la Corne de l'Afrique pourront œuvrer en faveur d'une stabilité et d'une coopération durables.

DEUXIÈME PARTIE: LA CONSCIENCE NATIONALE ÉRYTHRÉENNE ET LA GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE FROIDE

I. COMMENT LES BRITANNIQUES ONT TRAHI L'ÉRYTHREE

Malgré les promesses de guerre qui avaient fait naître l'espoir d'une libération de la domination étrangère, les Britanniques ont placé l'Érythrée, ainsi que l'Éthiopie et la Somalie, sous l'administration du territoire ennemi occupé (OETA). Cette administration était dirigée par Sir Philip Mitchell, un fonctionnaire colonial britannique d'origine sud-africaine ayant une grande expérience de l'Afrique, et opérait depuis Nairobi, au Kenya. Il est rapidement devenu évident que la liberté de l'Érythrée ne faisait pas partie du programme britannique en Afrique de l'Est. Les Britanniques n'avaient pas l'intention d'honorer leur promesse initiale. Au grand dam du peuple érythréen, les objectifs stratégiques poursuivis pendant la guerre ne tenaient pas compte de ses souhaits ou de ses intérêts. Au lieu de libérer l'Érythrée, les Britanniques ont cherché à la démembrer, à diviser son peuple et à effacer son identité nationale.

En se rendant, l'Italie a perdu ses colonies dans la Corne de l'Afrique. D'un seul coup, le soleil s'est couché pour toujours sur le nouvel Empire romain de Mussolini qui s'écroulait. L'occupation britannique a été officialisée comme faisant partie du butin de guerre. Cependant, elle conserva les "fascistes occupant de hautes fonctions", le "bar du colon fasciste intact" et sanctionna l'affichage continu du panneau "Vietato per Nativi" (Interdit aux autochtones) sur les portes d'entrée des cafés, des cinémas, des restaurants et des hôtels. Il a également maintenu le système racial de lits d'hôpitaux séparés pour les Érythréens et les Européens. Il a "divisé la population de l'Érythrée par ethnie, religion, région, langue et localité, afin de diviser pour régner" et "commis de graves injustices à l'encontre du peuple érythréen". "Pour les habitants de l'Érythrée, le changement de régime n'a apporté que peu de changements apparents dans le système de gouvernement."

Le fait de placer l'Érythrée sous occupation militaire témoignait d'une trahison cynique de la confiance, initiant la première d'une longue série de trahisons internationales de l'Érythrée et de son peuple qui allaient suivre à l'avenir. Stephen Longrigg, administrateur militaire en chef, l'a admis dans son premier rapport annuel sur le territoire ennemi occupé de l'Érythrée lorsqu'il a déclaré que l'incapacité ou le manque de volonté des Britanniques à tenir leurs promesses était une cause de plaintes de la part des "indigènes", dans une allusion sournoise aux Érythréens: *"Nous avons malheureusement fait des promesses ou des demi-promesses avant l'occupation que nous n'avons pas pu (ou pas toujours voulu) mettre en œuvre, donnant ainsi aux indigènes quelques raisons de se plaindre."*

Le maintien de la domination italienne de facto, avec les fascistes décriés occupant de hautes fonctions et exerçant un pouvoir réel sous la BMA, a courroucé de nombreux Érythréens. Ajoutant l'insulte à la blessure, les fascistes ont mené des actes brutaux de rétribution avec vengeance contre les Érythréens pour "déloyauté" pendant la guerre. Le comportement

abusif et vindicatif de l'Italie a aggravé le mécontentement de la population et a donné un nouvel élan aux aspirations érythréennes à l'autonomie. Le maintien de la juridiction, des tribunaux et des juges italiens (jusqu'en 1950) ainsi que des fonctionnaires, des carabinieri et des soldats soudanais italiens dans la police et les services de sécurité sous l'égide de la BMA a provoqué une grande indignation populaire et une tension palpable qui a conduit à plusieurs incidents violents entre mai 1941 et août 1946. Non seulement ces actions n'ont pas répondu aux aspirations érythréennes à la liberté, mais elles ont également exacerbé les tensions et le mécontentement au sein de la population. L'héritage de ces trahisons a eu un impact durable sur la lutte des Érythréens pour leur indépendance et a façonné le paysage politique de la région pour les années à venir.

II. LA TENTATIVE BRITANNIQUE DE FAIRE DE L'ÉRYTHREE UN ÉTAT INDEPENDANT NON VIABLE ET SA PARTITION

Au cours des années 1940, l'équilibre mondial des forces se modifie radicalement. Les puissances de l'Axe étaient du côté des perdants de la guerre. Dans le camp des Alliés, l'influence de l'Empire britannique s'affaiblit, tandis que les États-Unis s'imposent comme la nouvelle puissance mondiale. Dans le voisinage de l'Érythrée, de l'autre côté de la mer Rouge, l'Arabie saoudite et le Yémen du Nord étaient indépendants, mais le Yémen du Sud était toujours sous contrôle britannique. Du côté africain, Djibouti est sous domination française, le Soudan est effectivement une colonie britannique et l'Éthiopie vient d'être libérée de l'occupation italienne et placée sous la tutelle britannique.

Le gouvernement britannique ne se contentait pas d'occuper l'Érythrée ; il avait l'intention de la diviser. Dans une démarche qui révèle un contraste marqué entre les paroles et les actes, ils ont conçu un plan qui effacerait essentiellement l'Érythrée en tant qu'entité politique. Le plan visait à

diviser l'Érythrée entre l'Éthiopie et le Soudan anglo-égyptien, principalement selon des lignes sectaires et régionales. L'idée était de diviser l'Érythrée en trois parties : les basses terres occidentales, les hautes terres du nord et les plaines côtières du nord, majoritairement musulmanes, iraient au Soudan anglo-égyptien ; le plateau central, majoritairement chrétien, les plaines côtières centrales, majoritairement musulmanes, et le port de Massawa rejoindraient un État ou une province du Tigré sous administration européenne ; Denkel et le port d'Assab seraient cédés à l'Éthiopie. Une première variante du plan proposait même de maintenir le contrôle britannique sur Asmara et Massawa, reliés par un corridor au Soudan.

Ce plan de partage a été conçu pour la première fois en 1942 et adopté le 18 mai 1943. Il est le fruit du travail du Comité britannique sur l'Éthiopie, présidé par Lord Moyne, et comprenant des personnalités comme le colonel Stephen Longrigg, M. Robert G. Howe et le général William Platt. Le plan a subi plusieurs modifications mais a conservé son objectif principal de démembler l'Érythrée jusqu'à ce qu'il devienne la politique britannique officielle en avril 1946. Les Britanniques l'ont présenté pour résolution lors de la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en mai 1949, arguant que l'Érythrée était ethniquement divisée et économiquement non viable, et qu'elle devait donc être démembrée le long de ses lignes de clivage naturelles. Elle a été déposée comme suit:

“Ethniquement désunie et économiquement non viable, il n'y a aucune bonne raison de la préserver (l'Érythrée) en tant qu'unité administrative sous quelque forme d'administration que ce soit, qu'il s'agisse d'une tutelle individuelle ou d'un régime italien restauré. La bonne solution semblerait être de la démembrer le long de ses lignes de clivage naturelles.”

La Seconde Guerre mondiale en Europe a officiellement pris fin le 8 mai 1945. Les dirigeants des trois puissances victorieuses - Winston Churchill,

Joseph Staline et Harry Truman - se sont réunis à Potsdam, en Allemagne, du 17 juillet au 2 août 1945. Ils conviennent de créer un conseil des ministres des affaires étrangères des trois pays plus la France et la Chine pour conclure un traité de paix avec l'Italie et décider de l'avenir de ses anciennes colonies. Le conseil des ministres a tenu sa première réunion à Londres du 11 septembre au 2 octobre 1945, et sa deuxième réunion à Paris du 25 avril au 16 mai 1946. Les Britanniques ont officiellement proposé le plan de partition de l'Érythrée lors de la réunion de Paris. Les négociations sur la question coloniale et les ambitions nationales concurrentes sur les anciennes possessions italiennes traînent en longueur. Le traité de paix avec l'Italie est finalement conclu le 10 février 1947 et entre en vigueur le 15 septembre 1947. Le traité exigeait que l'Italie renonce à ses anciennes colonies, dont les quatre puissances devaient se débarrasser dans un délai d'un an. Si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord, la question est soumise à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Comme le Conseil ne parvenait pas à un accord, il a envoyé une commission d'enquête dans les territoires pour comprendre les souhaits de la population locale et faire un rapport sur les conditions politiques, économiques et sociales. La commission s'est rendue en Érythrée du 12 novembre 1947 au 3 janvier 1948 et a constaté de fortes divergences d'opinion entre les Britanniques et les Américains d'une part, et les Russes et les Français d'autre part. Les quatre puissances ont finalement abandonné les efforts pour parvenir à un accord et ont renvoyé la question aux Nations Unies le 15 septembre 1948.

Le traité de paix a transformé l'Italie d'ennemie en co-belligérante, lui donnant une voix dans la disposition de ses anciennes colonies. Au départ, l'Italie s'est opposée au plan britannique de partition de l'Érythrée et a plaidé en faveur de son indépendance immédiate. Cependant, l'Italie a finalement accepté de soutenir le plan de partition en échange du soutien britannique à sa proposition d'obtenir la tutelle de la Somalie et de la

Tripolitaine. Cet accord entre les ministres des affaires étrangères britannique et italien, Ernest Bevin et Carlo Sforza, a abouti au plan Bevin-Sforza, qui a été coparrainé lors de la quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 mai 1949.

Le plan Bevin-Sforza

Le plan Bevin-Sforza proposait une résolution composite sur l'élimination des anciennes colonies italiennes. Il propose d'accorder l'indépendance à la Somalie après une période de dix ans de tutelle italienne ; d'accorder l'indépendance à la Libye après une période de dix ans de tutelle, les trois provinces de Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan étant placées respectivement sous tutelle italienne, britannique et française ; et de partager l'Érythrée entre l'Éthiopie et le Soudan. La Première Commission a adopté la résolution, parrainée conjointement par la Grande-Bretagne et l'Italie. Lors de l'examen du projet de résolution composite le 17 mai 1949, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté d'abord sur la proposition pour chaque territoire, puis sur la résolution dans son ensemble. Les deux tours de scrutin ont permis de régler la question de l'Érythrée et des deux provinces libyennes de Cyrénaïque et de Fezzan, mais ont laissé en suspens le sort de la Somalie et de la troisième province libyenne de Tripolitaine. Dans ces conditions, l'Assemblée générale a décidé de ne pas tenir compte des résultats des scrutins séparés et de reconsidérer la résolution sur la cession des anciennes colonies italiennes dans son ensemble. Elle a donc réexaminé le plan Bevin-Sforza dans son ensemble et l'a rejeté par 37 voix contre, 14 pour et 7 abstentions.

La défaite du plan Bevin-Sforza a épargné à l'Érythrée un démembrement. Aussi crucial qu'il ait été pour le maintien de l'unité territoriale de l'Érythrée, le rejet du plan Bevin-Sforza n'a cependant fait progresser ni les perspectives de décolonisation immédiate du pays, ni les aspirations

légitimes de son peuple à l'indépendance. Il n'a fait que repousser la question de la cession de l'Érythrée et maintenir son destin incertain.

Le pillage de l'Érythrée par les Britanniques

Le 5 janvier 1943, le gouvernement britannique, ainsi que 16 autres gouvernements des Nations Unies et le Comité français, signent une déclaration officielle pour combattre et vaincre le pillage de l'Europe occupée par l'Axe. Ils se sont réservé tous les droits de déclarer invalides les transferts ou les transactions concernant les biens, les droits et les intérêts dans les territoires occupés par les nazis. Cependant, le même gouvernement britannique a autorisé le pillage de l'Érythrée occupée par les Britanniques, en appliquant des normes de comportement différentes en Europe occupée par les nazis et en Érythrée occupée par les Britanniques.

L'administration militaire britannique (BMA) a orchestré le pillage et la destruction en gros des industries, des moyens de production et des biens vitaux de l'Érythrée. Cette opération, décrite comme “une honte pour la civilisation britannique”, a vu les Britanniques piller, démanteler et détruire systématiquement des biens érythréens d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Ils ont démantelé et vendu des installations industrielles, des équipements, des grues, des docks, des bâtiments, des entrepôts, des magasins, des ponts, des usines, des machines, des navires et des installations dans des villes comme Asmara, Massawa, Dekemhare, Gurae, Mai Habar, Asseb et Zula. Ce que les Italiens avaient construit en Érythrée pour la grandeur coloniale, les Britanniques l'ont pillé et ruiné pour le butin colonial.

Parmi les objets de pillage notables, on trouve le téléphérique Asmara-Massawa, des quais mobiles à Massawa, 16 grands navires et des stocks d'une valeur de 20 millions de dollars pris dans les magasins de plusieurs villes et vendus à l'étranger. La BMA a vendu un quai mobile au Pakistan

pour 500 000 livres sterling et la plupart des autres biens à des pays comme l'Inde, le Pakistan, l'Arabie saoudite, le Soudan et le Yémen, ainsi qu'à des commerçants italiens et arabes au Moyen-Orient. L'Érythré pourrait sans doute établir une estimation fiable de la valeur totale du pillage et se réserver tous les droits de déclarer invalides les transferts et les transactions avec tous les biens relevant du gouvernement britannique pour la valeur actuelle des biens perdus par le pillage et la démolition, exécutés sous les auspices de l'administration militaire britannique.

Les Britanniques étaient bien conscients des perspectives économiques de l'Érythré. L'exposition industrielle d'Asmara de 1943 a mis en évidence le potentiel de l'Érythré en tant que fournisseur de biens industriels pour le vaste marché du Moyen-Orient. Les exportations de l'Érythré ont augmenté d'environ 240% au cours des deux années suivantes, passant de 494 000 livres sterling en 1943 à 1 678 000 livres sterling en 1945. Au lieu de renforcer ce potentiel, les Britanniques ont réquisitionné des installations et des équipements essentiels et ont empêché le développement économique pour favoriser leurs espoirs de partition du pays.

À l'époque, la production de coton était l'atout agricole le plus précieux, et des prospections antérieures avaient établi la présence d'importants gisements miniers en Érythré. Les Britanniques ont volontairement paralysé les secteurs agricole, agro-industriel et minier, tout en limitant la prospection de l'or, qui aurait pu revitaliser l'économie. Ils ont également compromis les efforts déployés pour exploiter d'autres ressources minérales et ont mis au rebut la production de coton pour engendrer une dépression économique. Pour aggraver les choses, les Britanniques ont imposé de lourdes et sévères taxes sur les revenus, la propriété et les municipalités, sans tenir compte des revenus faibles et décroissants de la population et de sa capacité à payer. Ils font également payer aux Érythréens des frais de scolarité et d'hospitalisation, ainsi que des

contributions annuelles spéciales pour aider à faire fonctionner l'administration coloniale.

Le résultat de ce pillage général, de la destruction des actifs industriels et de transport, et de la lourdeur des impôts a été le transfert de la richesse de l'Érythrée vers la Grande-Bretagne. Cette situation, associée à la dépression économique provoquée par les ingénieurs, a entraîné un déclin brutal et une régression du secteur économique moderne, florissant et relativement développé de l'Érythrée, dont les fondements avaient été posés par les Italiens. L'impact immédiat du pillage et de la paralysie de l'économie érythréenne par les Britanniques a été le chômage de masse, l'appauvrissement et la discorde sociale.

En plus de profiter du butin de guerre, le pillage faisait partie intégrante de la stratégie globale de déstabilisation de l'Érythrée. Ce déclin artificiel a fourni de nouvelles preuves de l'irréalisabilité économique de l'indépendance. Ces machinations visaient à soutenir la logique qui sous-tendait le plan de partition. Une Érythrée économiquement non viable, politiquement instable et socialement discordante serait un candidat improbable à l'indépendance et une cible facile à démembrer dans le tribunal malléable de la diplomatie internationale.

Les Britanniques ont cité la détresse économique, la discorde politique et la volatilité sociale comme des arguments de la faiblesse de l'Érythrée, les présentant comme des preuves de la non-viabilité économique et politique de l'indépendance de l'Érythrée. Ironiquement, cela s'est produit au crépuscule de l'Empire britannique et après la libération de l'Éthiopie de l'occupation italienne, lorsque le vent du changement pour l'indépendance nationale était dans l'air. Ces manœuvres ont influencé la forme et l'orientation de l'organisation politique érythréenne et ont creusé artificiellement ses fractures sociales. Ils ont peut-être aussi créé une base malavisée pour le projet d'union avec l'Éthiopie, mais en fin de compte, ils

n'ont pas réussi à obtenir un soutien pour le plan de partition visant à diviser l'Érythrée.

III. LA CONSCIENCE NATIONALE ERYTHREENNE NAISSANTE ET LA FAÇON DONT LES BRITANNIQUES ET L'ÉTHIOPIE ONT TENTÉ DE CONTRECARRER LES MOUVEMENTS D'INDEPENDANCE

Il est dans la nature d'un système colonial de chercher à détruire systématiquement la "culture nationale" et de promouvoir une culture du "régionalisme" et du "séparatisme" qui s'oppose à la culture de l'unité du peuple colonisé, au service de la domination coloniale. C'est en partant de ce principe que les Britanniques ont élaboré un plan visant à diviser l'Érythrée sur la base de facteurs ethniques, régionaux et religieux. Ce plan a été conçu pour favoriser la "séparation", incitant le mouvement national naissant à recourir à la région/religion comme principe de mobilisation et à induire la formation de partis politiques selon des critères régionaux, religieux et linguistiques.

Après avoir concocté le plan, l'administration militaire britannique (BMA) s'est employée à définir les termes de référence et à diriger le débat interne sur l'avenir de l'Érythrée de manière à favoriser les schismes ethniques, régionaux et religieux au sein du mouvement nationaliste et à préparer le terrain pour la partition du pays. En octobre 1943, l'administrateur militaire britannique en chef a annoncé que les Érythréens seraient désormais autorisés à discuter des affaires politiques de leur pays et à exprimer des opinions sur son avenir de manière organisée, ce qui a suscité d'intenses joutes et une avalanche d'activités pour la formation de partis politiques.

En août 1944, le brigadier Longrigg rédige un article sous l'apparence d'un montagnard chrétien érythréen parlant le tigrinya et le fait traduire et

publier dans l'hebdomadaire tigrinya géré par la BMA, Semunawi Gazetta. L'article dépeint l'Érythrée comme étant divisée de façon complexe entre deux régions, peuples et cultures principaux : les hauts plateaux habités par des chrétiens parlant le tigrinya et les basses terres habitées par des musulmans parlant principalement le tigre ou l'arabe. Déguisant le dessein britannique sous l'habit des désirs érythréens, l'article affirme que les habitants des basses terres souhaitent s'unir au Soudan, avec lequel ils partagent des affinités éducatives, commerciales et religieuses. Il affirme également que les habitants des hautes terres souhaitent s'unir et créer un pays avec les Tigréens du nord de l'Éthiopie, avec lesquels ils partagent des affinités ethniques, religieuses, culturelles, historiques, éducatives et traditionnelles, ainsi qu'un héritage axoumite commun. L'article visait à préparer le terrain pour l'exécution du plan britannique de partition de l'Érythrée. Il cherchait à orienter le débat national et à diviser le corps politique érythréen selon des lignes régionales, religieuses et linguistiques ; et à creuser un fossé entre les Highlanders et les Lowlanders, les Chrétiens et les Musulmans, et les Tigrinya et les Tigre/arabophones. Il a préparé le terrain pour la formation de partis politiques basés sur l'affiliation sous-nationale et a encouragé l'utilisation de considérations sectaires comme principe mobilisateur sous-jacent de l'organisation politique afin de saper l'unité nationale, de diviser le pays et de faciliter la réalisation du plan de partition.

Le plaidoyer en faveur d'un grand État du Tigré et de la cession de l'ouest de l'Érythrée au Soudan visait à semer la discorde nationale et la division selon des critères sectaires. Elle visait l'unité du peuple érythréen et l'intégrité territoriale de l'Érythrée. La partition inverserait le processus historique de formation de l'État colonial, annulerait la dynamique de la création de l'Érythrée et effacerait l'identité nationale érythréenne. Les Italiens accusent donc les Britanniques de mener une politique délibérée de division et de domination (*divide et impera*) en encourageant les

unionistes sur le plateau et la Ligue musulmane dans les basses terres, en introduisant l'arabe et le tigrinya dans le système scolaire, en appauvrissant le territoire et en encourageant les querelles communautaires au service du plan de partition.

Les autorités britanniques ont comploté pour élargir les divisions sociales, inciter aux frictions religieuses, contrarier les relations intercommunautaires et empoisonner le climat politique. Elles ont pris des mesures préjudiciables à l'unité nationale et à l'harmonie communautaire tout en permettant la perturbation de l'ordre public et de la sécurité en n'empêchant pas, par exemple, les violences des soldats soudanais musulmans qui visaient les civils chrétiens. Dans le même ordre d'idées, la réticence à affronter le banditisme politique armé soutenu par l'Éthiopie, qui a mené une campagne ouverte d'assassinats, d'intimidations et de menaces contre les principaux dirigeants et partisans du bloc indépendantiste, a alimenté l'insécurité, vicié la contestation politique pacifique et attisé les tensions sociales. Le mélange étrange d'encouragement à la politique sectaire et d'échec à prévenir la violence partisane visait à susciter l'indignation populaire, à inciter les animosités religieuses et à saper l'unité du mouvement nationaliste.

Un mouvement nationaliste naissant qui revendiquait l'indépendance d'une Érythrée unie, intacte à l'intérieur des frontières fixées par le traité colonial, a émergé en opposition à ces manœuvres. Il exprime l'aversion populaire pour le plan de partition et l'hostilité au projet d'union. Le mouvement nationaliste érythréen en plein essor défie les intérêts impériaux britanniques et les visées expansionnistes éthiopiennes. L'opposition au plan de partage, en particulier, a galvanisé l'opinion publique érythréenne dans la défense d'un destin commun, renforcé la conscience populaire d'une identité nationale partagée et catalysé le mouvement de résistance nationaliste.

IV. LE REFUS DE L'INDEPENDANCE DE L'ÉRYTHREE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA RESOLUTION 390 A (V) DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES ET LA FAUSSE FEDERATION

Après une décennie de lutte intense sous la domination coloniale britannique et dans un climat rempli d'intrigues impérialistes, la question du droit à l'autodétermination des Érythréens a été présentée aux Nations unies. Une commission a été créée pour enquêter sur cette question. Cependant, le peuple érythéen s'est heurté à d'importantes limitations dans l'expression de son désir d'autonomie, tant en Érythée qu'aux Nations Unies. Cette restriction découle de la position prédéterminée de l'impérialisme américain, qui s'est imposé comme la principale force impériale après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que de ses alliés, qui avaient déjà déterminé que la quête d'indépendance de l'Érythée ne serait pas acceptée, dictant ainsi le destin du peuple érythéen.

Les facteurs durables qui ont influencé les intérêts des superpuissances en Érythée sont multiples. La position stratégique de l'Érythée sur la mer Rouge, qui sert de lien crucial entre la Méditerranée et l'océan Indien, représentait un attrait majeur en raison de sa proximité avec le Moyen-Orient, riche en pétrole. De plus, l'avantage unique de la capitale Asmara en tant que plateforme de surveillance pour contrôler à la fois les adversaires et les alliés a ajouté à son importance. L'importance géopolitique et diplomatique de l'Éthiopie en Afrique a encore renforcé l'attrait de la région.

Au plus fort de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, qui ont rapidement supplanté le Royaume-Uni en tant que première puissance mondiale, ont pris le contrôle de Radio Marina à Asmara en 1942 pour servir de centre de communication en temps de guerre. En 1953, ils ont créé la station Kagnew, une base de communication militaire et de

renseignement essentielle. L'emplacement stratégique et l'altitude d'Asmara, alignés longitudinalement avec Moscou, ont donné à la base militaire américaine un avantage unique pour surveiller les communications du Kremlin. Par conséquent, l'Érythrée est devenue un élément central de la stratégie de défense américaine d'après-guerre contre l'expansion soviétique potentielle au Moyen-Orient et dans le sud de la Méditerranée.

La création de la station Kagnew a marqué le début de l'implication américaine dans les affaires érythréennes, préparant le terrain pour un engagement à long terme des États-Unis dans la région avec des effets déstabilisants significatifs. Au milieu de l'évolution de la rivalité entre les grandes puissances concernant le sort des anciennes colonies italiennes, le désir des États-Unis de maintenir cette base vitale a conduit à une décision politique une décennie plus tard. Cette décision a donné la priorité aux intérêts stratégiques américains sur le droit légitime de l'Érythrée à l'autodétermination et sur la stabilité à long terme de la région, dans le contexte de la guerre froide.

John F. Dulles, alors secrétaire d'État américain et représentant à la cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a résumé cette position dans sa déclaration :

Du point de vue de la justice, l'opinion du peuple érythréen doit être prise en considération. Néanmoins, les intérêts stratégiques des États-Unis dans le bassin de la mer Rouge et la paix mondiale rendent nécessaire que le pays [l'Érythrée] soit lié à notre allié, l'Éthiopie.

L'impérialisme américain, s'appuyant sur des tactiques néocoloniales pour promouvoir ses intérêts dans la mer Rouge et la Corne de l'Afrique, a identifié le régime d'Haïlé Sélassié comme un allié complaisant et a entrepris d'assujettir le peuple érythréen au pouvoir féodal d'Haïlé Sélassié. Les États-Unis ont contraint l'Érythrée à former une pseudo-fédération

avec l'Éthiopie, puis ont conclu un pacte de défense mutuelle de 25 ans en 1953, excluant l'Érythrée du processus de prise de décision. Cet accord a permis aux États-Unis d'établir l'importante base militaire de Kagnew Station en Érythrée. En outre, l'Éthiopie, dans ses visées expansionnistes, a accueilli Israël pour qu'il exploite les territoires et les eaux érythréens, lui permettant ainsi d'installer des bases navales et de renseignement sur des îles comme Haleb et Fatma, près du détroit de Bab el Mandeb, afin de surveiller les affaires du Moyen-Orient.

Après l'échec de leur tentative d'absorber une partie de l'Érythrée dans la colonie soudanaise, les Britanniques ont également adopté une position similaire à celle des États-Unis. Les autorités britanniques ont exploité la crise politique et la détresse économique de leur pays pour fabriquer des rapports trompeurs suggérant qu'une Érythrée indépendante manquerait de viabilité économique et de stabilité politique. S'alignant sur les objectifs impérialistes, le régime d'Hailé Sélassié a alors audacieusement exigé le contrôle de l'Érythrée, affirmant l'union historique de l'Érythrée avec la Grande Éthiopie depuis des millénaires et soulignant le besoin critique de l'Éthiopie d'accéder à la mer pour sa survie comme justifications de l'annexion de l'Érythrée.

À cette époque, la prédominance de l'impérialisme américain et des forces réactionnaires à l'échelle mondiale était tout à fait évidente au sein des Nations Unies. En 1952, au mépris des appels légitimes des États membres, notamment des nations socialistes, l'ONU a ordonné que l'Érythrée forme une union fédérale avec l'Éthiopie sous le règne impérial d'Hailé Sélassié. Après soixante-dix ans d'oppression coloniale, les régimes impérialistes et coloniaux ont soumis le peuple érythréen à une autre décennie de domination étrangère.

Malgré un rapport britannique confidentiel indiquant qu'environ 75 % des Érythréens étaient favorables à l'indépendance, les États-Unis ont parrainé

la résolution 390(V) A de l'ONU (1950), qui proposait la fédération de l'Érythrée avec l'Éthiopie. Ce déni du droit à l'autodétermination de l'Érythrée a semé les graines de la guerre éthio-érythréenne qui a duré trente ans (1961-1991). L'annexion de l'Érythrée par l'Éthiopie, facilitée par la complicité des États-Unis et l'assentiment des Nations Unies, a déclenché l'une des guerres de libération nationale les plus longues et les plus brutales de l'histoire moderne de l'Afrique.

La décision des États-Unis de refuser l'indépendance de l'Érythrée et de soutenir sa fédération avec l'Éthiopie était motivée par des intérêts stratégiques, notamment la nécessité de maintenir la station de Kagnew, de contrôler la mer Rouge et d'assurer l'approvisionnement en pétrole de la péninsule arabique. Ces priorités ont éclipsé les aspirations légitimes du peuple érythréen à l'autodétermination, ce qui a conduit à des décennies de conflits et d'instabilité dans la région. Malgré ce revers, le peuple érythréen est resté déterminé dans sa quête d'autonomie nationale, ce qui a permis d'aiguiser sa conscience, d'identifier ses adversaires et de renforcer sa détermination et ses capacités d'organisation.

La “fausse” Fédération et sa dissolution

En 1950, les Nations Unies ont adopté une résolution qui prévoyait la fédération de l'Érythrée en tant qu'unité autonome avec l'Éthiopie, sous la souveraineté de la couronne éthiopienne. Cette décision a été prise sans tenir compte des intérêts, de la participation et du consentement du peuple érythréen, contredisant le principe fondamental du droit des peuples colonisés et dépendants à l'autonomie. Bien qu'elle soutienne l'unité et l'intégrité territoriale de l'Érythrée, la résolution fédérale a essentiellement nié le droit légitime du peuple érythréen à l'autodétermination, servant simplement de prélude à la domination impériale de l'Éthiopie.

Les auteurs de la résolution 390 A(V) de l'ONU semblent avoir délibérément planifié l'absence de contraintes institutionnelles crédibles

ou de garanties applicables. La fédération a dépouillé l'Érythrée de sa souveraineté nationale et de la prérogative de développer une capacité d'autodéfense, sans prévoir de contrôles internes ou externes contre toute atteinte à son autonomie. L'Éthiopie a exploité cette faiblesse structurelle pour intervenir constamment dans les affaires intérieures de l'Érythrée, bien que cette ingérence contrevienne directement à la lettre et à l'esprit de la résolution fédérale de l'ONU.

La communauté internationale comptait ostensiblement sur la “bonne volonté de l'Empereur” pour tenir sa promesse de sauvegarder l'intégrité de l'Acte fédéral et de la constitution érythréenne. L'arrangement offrait à l'Éthiopie la perspective de démocratiser son système politique, de moderniser son économie et de faire fonctionner l'association. Cependant, l'Éthiopie a choisi de renoncer à l'opportunité de construire une association fédérale viable, a décidé d'abandonner toute prétention à observer l'autonomie érythréenne et a choisi d'entraîner l'Érythrée vers le bas plutôt que de se relever.

L'Éthiopie a ouvertement bafoué les garanties visant à laisser l'Érythrée gérer librement ses affaires intérieures. Par exemple, lorsque les membres de l'Assemblée érythréenne ont protesté contre l'empiètement de l'Éthiopie sur la juridiction intérieure érythréenne, ils se sont vu répondre sans ambages *qu'il n'y a pas d'affaires intérieures ou extérieures en ce qui concerne le bureau du représentant de Sa Majesté Impériale, et qu'il n'y en aura pas non plus à l'avenir. Les affaires de l'Érythrée concernent l'Éthiopie dans son ensemble et l'empereur.*

Ce manque flagrant de retenue impériale a permis aux ambitions hégémoniques de l'Éthiopie de jouer et de défaire la fédération. Il ne suffisait pas que l'Éthiopie obtienne la souveraineté sur l'Érythrée, l'accès à la mer et le contrôle des finances, des ports, des affaires étrangères et du commerce international de l'Érythrée. L'Érythrée devait être totalement

engloutie et toutes les traces de son statut spécial devaient être effacées de toute urgence. Trois ans à peine après le début de la fédération, l'Éthiopie a contraint le chef de l'exécutif élu de l'Érythrée à démissionner pour s'être opposé à ses transgressions de l'Acte fédéral et a nommé à sa place un fonctionnaire érythréen malléable de son choix. Une fois qu'elle a imposé un "chef de l'exécutif" docile et désireux d'obéir à ses ordres, l'Éthiopie a accéléré la disparition de la fédération.

Le mépris de l'Éthiopie pour les pétitions et les protestations répétées et son ingérence maladroite ont mécontenté et aliéné la plupart des Érythréens. Tout en utilisant le Parti unioniste (UP) comme principal instrument d'intervention dans les affaires intérieures de l'Érythrée pour corroder l'autonomie érythréenne, l'Éthiopie a éliminé, marginalisé, trahi et aliéné même ses anciens collaborateurs les plus loyaux de l'UP et de la Ligue musulmane de l'Érythrée occidentale (MLWE), et les a transformés en fédéralistes convaincus qui ont résisté à ses empiètements et défendu les prérogatives de l'Érythrée. De plus en plus, la trahison de l'Éthiopie a acculé ses anciens alliés unionistes à une opposition ouverte, poussant nombre d'entre eux à rejoindre les rangs du mouvement indépendantiste naissant.

Ailleurs en Afrique, le processus de décolonisation a été facilité par l'utilisation du principe d'autodétermination comme un instrument puissant pour mener et légitimer la résistance nationale au colonialisme européen et atteindre l'autonomie. Cependant, la résolution fédérale de l'ONU n'a servi que d'écran de fumée pour substituer une nouvelle forme de régime colonial africain à l'ancienne forme de système colonial européen, en violation du principe d'autodétermination. Par l'intermédiaire de l'ONU, l'Érythrée est devenue un agneau sacrifié sur l'autel de la fédération dans l'intérêt des intérêts stratégiques américains dans la région. Privée de la prérogative d'établir ses propres relations étrangères et rendue dépendante, entre autres, de l'Éthiopie pour ses

finances et sa défense, l'Érythrée est finalement devenue la victime d'une occupation militaire éhontée. L'imposition par l'ONU de la fédération éthio-érythréenne et l'acceptation de son abrogation ont donc violé le principe d'autodétermination et semé les graines du conflit entre les deux voisins. La stratégie de l'Éthiopie s'est avérée contre-productive, car ses actions ont enflammé l'opinion publique érythréenne, suscité l'indignation populaire et galvanisé le soutien à la lutte armée pour la libération.

TROISIÈME PARTIE: LA RÉVOLUTION ÉRYTHRÉENNE ET LA GÉOPOLITIQUE DES REBELLES

I. LE DEMANTELEMENT DE LA FEDERATION ET LE DEBUT DE LA LUTTE ARMEE

La période de la fédération a été marquée par une escalade des conflits politiques, avec un activisme accru, notamment de la part des travailleurs, des étudiants et des factions patriotiques. L'administration féodale d'Hailé Sélassié, menacée par la montée de la résistance érythréenne, viole les droits fondamentaux énoncés dans la Constitution érythréenne, notamment la liberté d'expression, de presse, de réunion et de mouvement. Déployant des forces militaires pour réprimer la lutte nationale naissante, les mesures oppressives du régime n'ont fait que renforcer la détermination du peuple érythréen, suscitant des organisations clandestines et une recrudescence des actions révolutionnaires.

Dans les années 1950, avant l'opposition armée, les Erythréens ont protesté avec véhémence contre les fréquentes violations des termes de la fédération, mais leurs appels sont restés lettre morte. Face aux violations éthiopiennes de l'Acte fédéral mandaté par l'ONU, les dirigeants érythréens se sont engagés dans des efforts diplomatiques. Ils se présentent

devant l'ONU, soumettent des déclarations écrites et font appel au gouvernement éthiopien. En novembre 1957, Weldeab Weldemariam et Omar Qadi, représentant des points de vue différents sur l'avenir de l'Érythrée, implorèrent l'ONU de mettre fin aux empiètements de l'Éthiopie sur l'autonomie érythréenne, avertissant que la poursuite de l'impasse diplomatique pourrait inexorablement conduire à un conflit en raison du mécontentement croissant des Érythréens. En réponse aux appels modestes des Érythréens en faveur de la préservation de la Fédération, l'empereur Hailé Sélassié adopte une position plus rigide. En 1957, les étudiants ont organisé des manifestations massives contre l'empiètement des violations, qui ont culminé avec une grève générale à Asmara et à Massawa le 10 mars 1958. Le gouvernement d'Addis-Abeba a réagi de façon impitoyable, les troupes tirant sur les manifestants, faisant plus de 500 victimes, ce qui a fait comprendre aux nationalistes érythréens que la protestation pacifique n'était plus une voie viable.

Le régime éthiopien a eu recours à des méthodes de plus en plus violentes pour réprimer l'agitation politique croissante en Érythrée. Il a assujéti les forces de police érythréennes et incité les factions terroristes à semer le chaos et à intimider les personnalités de l'opposition dans tout le pays. Dans une démonstration effrontée de son pouvoir, le régime éthiopien a retiré le drapeau érythréen en 1958, remplaçant le titre "gouvernement érythréen" par "administration érythréenne" malgré l'opposition véhémente du peuple érythréen. En conséquence, l'identité érythréenne a été systématiquement démantelée, le parlement érythréen étant manipulé comme un instrument complaisant dans cette subversion. Les parlementaires qui ont résisté à la dissolution orchestrée des structures gouvernementales ont fait l'objet d'intimidations et de coercitions, qui ont souvent abouti à leur exil forcé.

Insatisfait de sa domination politique en Érythrée, le régime éthiopien s'est concentré sur la décimation de l'économie érythréenne. Persistant dans ses

tactiques autocratiques, le régime a systématiquement démantelé les industries, obligeant les industriels et les entrepreneurs à délocaliser leurs entreprises en Éthiopie. Un exode massif de travailleurs s'en est suivi, migrant vers l'Éthiopie et les nations voisines à la recherche de moyens de subsistance. L'une des conséquences du mépris systématique de la loi fédérale et de la constitution érythréenne a été le détournement des revenus légitimes de l'Érythrée vers les coffres du gouvernement éthiopien, ce qui a précipité l'effondrement financier du gouvernement érythréen. Luttant pour survivre, les autorités érythréennes ont imposé des taxes exorbitantes, attisant ainsi le mécontentement de la population.

À la suite de la répression, des exilés basés au Soudan ont formé le Mouvement de libération de l'Érythrée (ci-après ELM) à la fin des années 1950. Appelé Mahber Shewate (le groupe des sept) en Érythrée en raison de ses cellules clandestines, le MLE a recueilli un large soutien et s'est engagé dans des efforts visibles d'agitation et de propagande, bien qu'il n'ait pas de faction armée. En juillet 1960, des étudiants érythréens et divers nationalistes, dont Idris Mohammed Adem, l'ancien président de l'Assemblée érythréenne, ont pris l'initiative de jeter les bases d'un mouvement armé, ce qui a conduit à la formation du Front de libération de l'Érythrée (ci-après ELF).

Au fil du temps, le conflit irréconciliable entre l'appel à l'indépendance des Érythréens et les ambitions expansionnistes d'Hailé Sélassié s'est intensifié. Finalement, au mépris de la justice et des droits du peuple, et sous prétexte d'un vote forcé à l'Assemblée érythréenne, Hailé Sélassié a unilatéralement révoqué la résolution fédérale de l'ONU, proclamant l'Érythrée comme province éthiopienne. Cette action n'était pas autorisée, car ni l'empereur éthiopien ni le parlement érythréen n'avaient le droit de dissoudre la fédération ; seule l'Assemblée générale des Nations Unies possédait cette autorité, l'organisation même qui avait établi la fédération en premier lieu. Le peuple érythréen et ses dirigeants ont rapidement protesté contre les

violations flagrantes de l'Acte fédéral. Ils s'attendaient à ce que les Nations Unies, en tant que créateur du cadre fédéral et gardien de celui-ci, interviennent pour mettre fin à l'annulation unilatérale et assurer l'application correcte de la fédération. Par conséquent, des représentants érythréens et de nombreuses communications ont été envoyés pour informer la communauté internationale des injustices perpétrées par l'administration éthiopienne en ce qui concerne la fédération et la gouvernance de l'Érythrée. Malgré ces attentes placées dans l'ONU et la communauté internationale, elles se sont finalement révélées être des illusions sans fondement. Appuyée par le soutien prémédité de l'impérialisme américain, qui exerce une influence mondiale considérable, l'agression d'Hailé Sélassié contre l'Érythrée n'a rencontré qu'une résistance internationale minimale. Par conséquent, l'Érythrée, grâce à la machination des États-Unis, s'est retrouvée colonie de l'Éthiopie.

Le 1er septembre 1961, Idris Hamid Awate a lancé la lutte armée en attaquant un poste de police isolé dans l'ouest de l'Érythrée. La mission de l'ELF était claire et résolue : l'obtention d'une indépendance nationale totale. Après une décennie d'assujettissement fédéral et quatre-vingts années cumulées d'oppression coloniale, dont vingt consacrées à la résistance politique organisée, le peuple érythréen a estimé que le recours à la violence était un mal nécessaire. Cette décision était ancrée dans la conviction que seule la force armée pouvait contrer la répression violente des oppresseurs, une réponse née de l'indifférence du monde face à leurs efforts pacifiques - manifestations, grèves, appels à l'ONU et autres - alors qu'ils devenaient la cible de l'agression et de la brutalité éthiopiennes. Alors que la résistance armée du peuple érythréen prenait de l'ampleur, le régime d'Hailé Sélassié, soutenu par les forces impérialistes, s'est livré à de graves atrocités contre le peuple érythréen.

II. LE LONG ET DIFFICILE CHEMIN VERS L'UNITE

En 1965, le nombre et la diversité des membres de l'ELF avaient considérablement augmenté. Le Conseil suprême, qui opère depuis son lointain quartier général du Caire, prend la décision de renforcer son contrôle sur le mouvement en restructurant l'Armée de libération de l'Érythrée (ci-après ELA) en quatre zones territoriales distinctes basées sur des facteurs tels que l'ethnie, la religion et le lieu d'origine. Le plan s'inspire du Front de libération nationale algérien (ci-après FLN), qui a remporté la victoire après une campagne de guérilla de huit ans qui a culminé en 1962. La structure militaire du FLN était divisée en six zones territoriales (wilayas), chacune fonctionnant comme une entité militaire et administrative indépendante supervisée par un commandant de zone désigné. À l'instar de ce modèle, l'ELF a d'abord mis en place quatre zones similaires, auxquelles s'est ajoutée une cinquième zone après un certain temps.

La stratégie visait à créer des armées de zone principalement composées de locaux, chargées de libérer leurs propres régions afin d'encourager une plus grande participation à la lutte armée. Pour empêcher la domination des combattants d'une seule région, les dirigeants ont limité à 30 % le nombre de recrues d'une même région, tout en exigeant que le commandant soit originaire de la région. Des examens ont été prévus tous les six mois pour s'assurer de l'efficacité.

Les zones, initialement structurées selon des critères ethniques et régionaux pour obtenir un soutien, sont devenues des lieux de conflit et d'exploitation. Au lieu de collaborer, les différentes zones territoriales de l'ELF ont commencé à se faire concurrence, travaillant activement à saper les factions rivales, négligeant ainsi la prétendue cause nationale qu'elles prétendaient défendre. Les commandants qui présidaient ces zones ont tiré parti de leur position pour extraire des ressources de la population, en

imposant des amendes, en extorquant de l'argent pour la protection et en exploitant les vulnérabilités de communautés déjà appauvries. Cette réalité contrastait fortement avec la notion idéaliste selon laquelle l'alignement des zones sur l'ethnie et la religion favoriserait une plus grande solidarité et un plus grand soutien au sein de la population.

L'intensité des rivalités entre les groupes a atteint de tels sommets que l'objectif principal de l'indépendance a été soit éclipsé, soit ignoré. Ces conditions discordantes ont créé un environnement propice à l'érosion du capital social de liaison et de rapprochement, le tissu même qui aurait pu unir et relier les factions disparates au sein du mouvement. En 1966, l'ELF a été confronté à une profonde crise interne caractérisée par des conflits et des tensions incessants se manifestant par la méfiance, la suspicion, la coercition, la corruption et l'étouffement des libertés individuelles. Cet environnement tumultueux a non seulement fracturé l'organisation, mais aussi considérablement affaibli sa cohésion générale.

Malgré les efforts initiaux du Mouvement de Rectification et l'unité réalisée par la suite entre les armées de zone, les défis ont persisté. Une conférence tenue en 1969, qui a réuni les cinq zones, a constitué une étape importante mais a également semé les graines d'une scission plus profonde au sein du mouvement. Les résultats de la conférence, bien que modestes et réformistes, n'ont pas satisfait toutes les factions, ce qui a entraîné davantage de discorde et de divisions.

La lutte pour l'unité au sein du mouvement de libération érythréen a été compliquée par la divergence de compréhension politique entre les anciens dirigeants à l'étranger et la jeune génération de combattants qui gagnent en influence sur le terrain. Les efforts de réforme, en particulier l'abolition de la structure zonale de l'ELF, ont constitué un point de désaccord central. Les efforts de réforme visaient à réorganiser la direction, à améliorer l'efficacité et à accroître la participation populaire à la lutte de

libération. Les conflits internes et les mouvements de réforme au sein de l'ELF au cours des années 1960 et 1970 reflétaient les défis plus larges auxquels le mouvement indépendantiste érythréen était confronté. L'absence d'un programme politique clair, d'un leadership efficace et d'une structure organisationnelle solide a entravé les progrès. Malgré ces obstacles, la jeunesse érythréenne a continué à rejoindre la lutte armée, soulignant la résilience et la détermination du peuple érythréen à obtenir l'indépendance.

Au début de l'année 1970, un nombre considérable de dissidents ont réussi à échapper aux persécutions lancées par les dirigeants de l'ELF et se sont réfugiés dans la région côtière du Danakil. En juillet 1970, ils créent les "Forces de libération du peuple 1". Parallèlement, une autre faction de dissidents a formé les "Forces de libération du peuple 2" dans l'escarpement oriental. En février 1972, ces groupes, ainsi qu'une troisième faction, se sont mis d'accord pour fusionner progressivement et se regrouper en une seule entité. Cette consolidation s'est concrétisée à la fin de l'année 1973, conduisant à la formation des Forces de libération du peuple érythréen, rebaptisées plus tard Front de libération du peuple érythréen (ci-après EPLF) lors de leur congrès inaugural en 1977.

L'accent mis par le FPLE sur la nécessité d'une révolution sociale parallèlement au conflit armé, associé à ses stratégies de recrutement habiles, a posé un défi à l'ELF. Par la suite, l'ELF a adapté son propre programme politique, bien que ces modifications soient restées essentiellement rhétoriques. C'est l'EPLF qui a commencé à mettre en œuvre des initiatives tangibles pour la transformation sociétale de l'Érythrée. À la fin des années 1970, le FPLE est devenu la force prédominante en Érythrée. En 1981, à la suite d'affrontements entre les deux factions, le FPLE a chassé les combattants de l'ELF de leur bastion dans la province de Barka, les forçant à passer au Soudan.

III. L'ÉTHIOPIE : UN CHEVAL DE TROIE DANS LA GRANDE RIVALITE GEOPOLITIQUE

Le renversement de l'empereur Hailé Sélassié et la montée en puissance d'une junte militaire (Derg) en Éthiopie en 1974 ont marqué un tournant important dans l'histoire du pays. La chute du régime d'Hailé Sélassié, qui était perçu comme un gardien de l'impérialisme, s'est produite dans un contexte international et régional complexe. La fin du règne d'Hailé Sélassié peut être attribuée à différents facteurs. Le peuple éthiopien, longtemps soumis au chauvinisme, à l'oppression nationale et à de graves privations sous le régime féodal, s'est soulevé dans une lutte acharnée pour ses droits. La population, en proie à la pauvreté, à la maladie et à l'analphabétisme, avait enduré des années d'exploitation et de marginalisation. En outre, la lutte des masses érythréennes pour l'indépendance nationale et l'émancipation sociale a contribué à la chute du régime. Le soulèvement contre Hailé Sélassié était alimenté par le désir de mettre fin à l'exploitation économique par les seigneurs féodaux, les capitalistes bureaucratiques et les puissances impérialistes. Les travailleurs, les paysans et les autres groupes opprimés cherchaient à établir un nouvel ordre politique qui sauvegarderait leurs droits sociaux et politiques. Malgré la présence de groupes progressistes et de mouvements démocratiques en Éthiopie, il manquait une organisation politique unificatrice capable de mobiliser efficacement les masses.

L'absence d'une direction politique cohérente pour canaliser le soulèvement populaire spontané signifie que les masses éthiopiennes, par l'intermédiaire des forces progressistes, n'ont pas réussi à s'emparer du pouvoir politique. Après une période de lutte pour le pouvoir entre les militaires et les progressistes civils, le contrôle est finalement tombé entre les mains de l'armée. Le Derg a pris le pouvoir, inaugurant une nouvelle ère de gouvernance éthiopienne caractérisée par un régime autoritaire et

des transformations sociopolitiques radicales. La transition entre la monarchie d'Hailé Sélassié et le régime du Derg, dirigé par l'armée, a reflété l'interaction complexe des griefs nationaux, de la dynamique régionale et des influences mondiales. Le régime du Derg a entraîné de profonds changements dans la société éthiopienne, ce qui a eu des répercussions considérables sur la trajectoire future du pays.

De 1946 à 1975, l'aide militaire américaine à l'Éthiopie s'est élevée à 286,1 millions de dollars sous forme de subventions et de prêts, ce qui représente une part importante de l'aide militaire annuelle de Washington à l'Afrique. Au milieu des années 70, cependant, l'importance stratégique d'Addis Abeba s'est affaiblie, car d'autres pays africains, comme le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, sont devenus des destinations d'investissement plus attrayantes, dotées d'infrastructures modernes. Les ressources minérales et l'importance stratégique de l'Afrique australe ont également attiré l'attention de Washington, en particulier après l'effondrement de l'empire portugais et la montée des gouvernements marxistes au Mozambique, en Angola et en Guinée-Bissau.

La diminution de l'importance de la station Kagnew et l'avènement de technologies de communication alternatives ont conduit à la fermeture progressive du complexe de communication d'Asmara à l'approche de l'expiration du traité entre les États-Unis et l'Éthiopie en 1978. Par la suite, l'évolution du président Carter vers une politique étrangère axée sur les droits de l'homme a involontairement ouvert la voie à un engagement soviétique accru en Éthiopie, puisque les Soviétiques ont fourni des armes, une formation militaire et un soutien politique pour contrer l'insurrection érythréenne.

Au cours de la dernière année de l'alliance entre les États-Unis et l'Éthiopie, le régime éthiopien a demandé à Washington une aide militaire accrue pour combattre les forces érythréennes. Confrontés aux contraintes de

l'après-guerre du Vietnam et aux défis économiques, les États-Unis limitent l'assistance militaire à l'Afrique, bien que la vente d'armes reste une option. En 1975, alors que l'Éthiopie se remettait d'une grave famine, le Derg au pouvoir a considérablement augmenté ses achats militaires aux États-Unis, reflétant ainsi un changement dans la dynamique de la politique étrangère et des alliances régionales.

L'Union soviétique a d'abord soutenu l'autodétermination de l'Érythrée au début de la guerre froide, mais a déplacé son soutien vers l'Éthiopie après le renversement de l'empereur Haïlé Sélassié en 1974. Elle a soutenu les efforts militaires de l'Éthiopie tout en réprimant activement les nationalistes érythréens. Des pays alliés comme le Yémen du Sud et la Libye ont aidé l'Éthiopie à étouffer le mouvement d'indépendance érythréen.

En 1977, les États-Unis et l'Union soviétique ont rapidement changé de position dans la région, laissant le mouvement érythréen affronter un nouveau régime éthiopien soutenu par l'Union soviétique avec un appui extérieur limité. Les efforts diplomatiques initiaux de l'Érythrée se sont étendus à l'obtention du soutien de nations plus petites et d'idéologies de gauche. Cuba, en particulier, a joué un rôle important en présentant la cause érythréenne aux pays du tiers monde non africains et en facilitant la participation de l'Érythrée aux forums internationaux. Malgré les premiers succès, les divisions internes et les changements d'allégeance ont entravé le soutien durable de Cuba.

L'Érythrée se retrouvant exclue des alliances entre superpuissances, elle s'éloigne de la dynamique typique de la guerre froide où les puissances rivales soutiennent des factions opposées. Faute de soutien diplomatique substantiel pour contester la position de l'Éthiopie sur la scène mondiale, la résistance érythréenne s'est fortement appuyée sur la lutte armée pour affirmer son indépendance. L'interaction entre la guerre et la diplomatie

est restée au cœur de la quête d'autonomie de l'Érythrée, la résistance armée étant le moteur de ses initiatives diplomatiques locales. L'efficacité des Érythréens à naviguer dans ce paysage social et politique changeant s'explique par leur remarquable capacité et leur volonté d'adapter leur idéologie, leur politique et leurs stratégies à l'évolution des circonstances. Bien que confronté à une série de calamités naturelles et humaines, le FPLE a innové en articulant une vision convaincante d'un avenir meilleur et en fournissant des exemples tangibles de progrès à une population fatiguée. Cette approche dynamique a permis de maintenir la révolution en vie alors que de nombreuses autres régions du monde en développement semblaient sombrer dans l'autoritarisme, la violence sectaire et la pauvreté persistante.

À partir de la fin de l'année 1976, la libération des villages et des villes a progressé à un rythme sans précédent en Érythrée. À la fin de l'année 1977, plus de 90 % de l'Érythrée était tombée sous le contrôle des Mouvements de libération nationale (ci-après MNL). Cette avancée a marqué le début d'une nouvelle ère et d'un nouveau défi pour les MNL : la tâche de gouverner les villes, ce qui a conduit à des interactions étroites entre les civils urbains et les combattants. Cette interaction a mis en évidence le besoin pressant d'établir la loi et l'ordre à l'aide d'un système comprenant des individus érythréens, en remplacement de l'appareil d'État éthiopien oppressif. Par conséquent, une administration civile a été mise en place. La vue du drapeau vénéré ornant chaque coin de rue, qui n'était auparavant qu'un lointain espoir, est devenue un événement courant, marquant un moment important pour de nombreux Érythréens qui voyaient leur drapeau pour la première fois.

L'éradication des peurs et des insécurités, la levée des couvre-feux nocturnes et l'arrêt des arrestations arbitraires ou des exécutions pour des motifs mineurs tels que l'expression de sentiments nationalistes, la possession de certains matériels ou l'éveil de soupçons chez les soldats

éthiopiens, ont disparu pour la majorité des Érythréens. La glorification et la commémoration des victoires par le biais de la musique, des poèmes et des chansons constituaient une méthode cruciale pour cultiver une identité nationale. De nombreux airs populaires de cette période reflètent les changements en cours, en particulier la libération des villes, en faisant écho à des sentiments tels que “Érythrée, Érythrée, les villes sont devenues nos camps.” Dans le but de nourrir l'identité nationale et de renforcer la nation, des actions symboliques ont été mises en œuvre par les fronts de libération. Ces gestes symboliques consistaient notamment à renommer des espaces publics tels que des rues et des bâtiments publics du nom de martyrs, de batailles historiques et de champs de bataille importants, tous destinés à être vénérés et honorés par le peuple. La place des martyrs (*Meda Siwu'at*), située au cœur de chaque ville libérée, est au centre de l'identité collective de la communauté imaginée, tout comme la tombe du “soldat inconnu”. L'impact émotionnel de ces initiatives sur la société érythréenne a été profond, suscitant un sentiment national intense et un engagement dans divers projets du mouvement de libération sans aucune motivation financière.

Alors que le mouvement de libération savourait ses victoires à l'époque, tout portait à croire que le régime éthiopien, avec le soutien substantiel de l'Union soviétique et de ses alliés, tenterait de reprendre les villes. L'unité au sein de la révolution a été jugée essentielle pour défendre à la fois les organisations et les zones libérées. Cependant, avant que l'unité ne soit atteinte, l'assaut éthiopien prévu s'est matérialisé. En peu de temps, l'armée du Derg a pu reprendre les villes.

L'incapacité à réaliser l'unité au sein des NLM a sans aucun doute contribué à la retraite militaire stratégique, bien qu'elle n'ait peut-être pas été le facteur décisif. Même avec un mouvement de libération uni, il n'était pas certain qu'il aurait pu résister aux formidables forces éthiopiennes soutenues par le bloc soviétique. La reconquête de la plupart des villes a

constitué un obstacle important à la lutte de libération. Néanmoins, le sentiment national, l'impact émotionnel et les souvenirs durables instillés pendant l'administration du NLM dans ces villes, bien que brefs, ont laissé une impression durable.

IV. LA TRANSFORMATION SOCIALE, LE SECOND VISAGE DE LA REVOLUTION

Au cours de cette période tumultueuse de lutte armée, le FPLE a fait preuve d'un sens de l'organisation et d'une discipline exceptionnel. Les réformes du système foncier ont été initiées par ses membres en collaboration avec les leaders communautaires. Des centres éducatifs ont été créés et des forums publics ont été organisés pour communiquer efficacement les objectifs de l'EPLF. En outre, ses équipes médicales ont créé de nombreuses cliniques et déployé des unités mobiles dans les régions reculées dépourvues de services de santé. Adoptant une politique d'autosuffisance, l'EPLF a veillé à l'acheminement des fournitures essentielles aux populations des zones libérées. En ralliant les habitants de ces territoires nouvellement libérés, le FPLE a renforcé son influence, réaffectant habilement une grande partie de l'arsenal militaire du gouvernement éthiopien et transformant ses forces de guérilla en une armée conventionnelle.

L'unité des Érythréens, quelle que soit leur origine, a été mise en avant. Cette unité était jugée cruciale pour éviter les divisions qui ont frappé de nombreuses autres nations, et pour concilier les différences en vue d'une future Érythrée indépendante et unie. Le FPLE était parfaitement conscient de cette nécessité et a investi des efforts considérables pour favoriser le respect mutuel entre les divers groupes ethniques.

Parmi les diverses réformes économiques instituées par le FPLE, la redistribution des terres s'est avérée être la plus importante. La terre,

élément central de la prospérité économique, avait suscité le mécontentement dans de nombreuses régions en raison d'une distribution injuste ou d'un manque d'accès. La relation entre la lutte pour la libération et ces questions sociales est devenue de plus en plus importante. Au milieu des années 70, le FPLE a lancé une première réforme agraire dans les régions montagneuses sous son influence. Cette réforme était ancrée dans le système traditionnel du "*diesa*", en sommeil depuis des décennies dans certaines régions. Des modifications notables ont été introduites : les femmes se sont vu accorder pour la première fois des droits de propriété foncière, les villageois absents ne pouvaient conserver leurs terres que dans des conditions strictes, et les taux d'intérêt usuraires sur les prêts accordés aux paysans appauvris ont été interdits. Certaines terres sont désignées pour être exploitées collectivement par le village, les rendements étant utilisés pour financer des services locaux tels que la construction de cliniques ou d'écoles, la rémunération des enseignants et du personnel de santé, ou l'acquisition d'équipements pour les ateliers de production d'outils agricoles.

L'EPLF a insisté sur la nécessité de l'émancipation des femmes et leur implication totale dans la production sociale et la sphère politique était fondamentale pour le succès de la révolution. Les droits des femmes figuraient en bonne place dans les neuf points du Programme national démocratique (PND). Avec le temps, la participation des femmes à la révolution est devenue de plus en plus visible, les femmes constituant finalement 30 % de l'EPLF et plus de 15 % des combattants. Les pourcentages ont augmenté avec chaque nouveau lot de recrues rejoignant l'EPLF. Le rôle des femmes devient visible : elles servent activement d'organisatrices, d'éducatrices, d'administratrices, de mécaniciennes, d'électriciennes, d'ingénieures en électronique, d'horlogères, de tailleuses, de prestataires de soins de santé et d'agents de santé villageois.

La révolution de l'EPLF s'est également concentrée sur les services sociaux tels que les soins de santé. La création d'hôpitaux et de cliniques était cruciale pour fournir des soins médicaux à la population, y compris aux combattants blessés au combat. En donnant la priorité aux services de santé, l'EPLF a démontré son engagement à assurer le bien-être des personnes qu'il voulait libérer. L'EPLF a introduit des changements radicaux dans l'infrastructure des soins de santé en l'alignant sur l'objectif plus large de restructuration de la société en faveur des plus marginalisés. Cet engagement visait à atteindre les segments les plus négligés par les services de santé coloniaux de l'Érythrée : les communautés éloignées, les nomades et les femmes. L'EPLF a mis en place un vaste système de santé, confronté à quatre défis majeurs : une population majoritairement analphabète avec un nombre limité de professionnels de la santé, la nécessité d'impliquer la population dans la prestation des soins de santé, les problèmes découlant du conflit en cours, la pénurie de ressources et l'isolement géographique des zones contrôlées par l'EPLF.

Un obstacle important au développement des services de santé de l'EPLF a été le budget limité dans lequel son département de la santé a fonctionné. L'importation de médicaments ou d'équipements entraînait des coûts substantiels en raison des frais de transport. Par conséquent, le département de la santé a commencé à produire ses fournitures médicales, en commençant par les fluides intraveineux, dont le transport était coûteux en raison de leur poids et de leur encombrement.

Selon le PND, l'alphabétisation est considérée comme un droit fondamental. L'EPLF pensait qu'un changement social progressif nécessitait une population alphabétisée et éduquée. Cependant, le système éducatif hérité de l'ère coloniale a été conçu pour cultiver une petite élite éduquée qui utilise l'éducation pour son avancement personnel et méprise le travail manuel. Les Érythréens qui allaient à l'école ont connu des difficultés lorsque l'amharique a été imposé comme langue

d'enseignement. En concevant les programmes d'éducation, le FPLE devait trouver des méthodes pour offrir une éducation de masse, promouvoir l'idée que l'éducation devait bénéficier au bien collectif et élever le statut du travail manuel.

L'administration publique est un autre domaine clé sur lequel la révolution de l'EPLF s'est concentrée. Le FPLE a établi un système de gouvernance dans les territoires qu'il contrôlait, en mettant en place des structures administratives qui fournissaient des services essentiels à la population. Il a notamment créé des conseils locaux, des mécanismes de règlement des différends et d'autres institutions qui ont contribué à maintenir l'ordre et à fournir des services de base à la population.

De plus, la révolution de l'EPLF s'est également engagée dans des activités économiques telles que la création d'ateliers et d'usines. En créant ces entreprises économiques, le FPLE visait non seulement à soutenir ses efforts militaires, mais aussi à jeter les bases d'une économie autosuffisante pour la future Érythrée indépendante. Ces ateliers et usines produisaient des biens nécessaires à la population et aux combattants, contribuant ainsi à la viabilité économique du mouvement. En outre, l'EPLF s'est engagé dans des projets de transport et de construction afin d'améliorer les infrastructures dans les zones libérées, facilitant ainsi les déplacements et la communication au sein de la population et soutenant le développement économique.

La refonte de l'EPLF lors de son deuxième congrès a été un moment charnière qui a jeté les bases d'un nouvel État confiant dans la Corne de l'Afrique. Ce congrès, qui s'est tenu en 1987, a marqué un changement important dans la structure et l'idéologie de l'organisation. Les dirigeants de l'EPLF ont reconnu la nécessité de s'adapter à l'évolution des circonstances et de se préparer à la transition d'un mouvement de libération à un gouvernement. Le congrès a conduit à l'adoption de

nouvelles politiques et stratégies visant non seulement à obtenir des victoires militaires, mais aussi à gouverner efficacement et à répondre aux besoins de la population.

Le deuxième congrès de l'EPLF a également souligné l'importance de l'inclusivité et de la démocratie au sein de l'organisation. En promouvant la démocratie interne et la participation, les dirigeants de l'EPLF ont cherché à construire un front plus cohérent et plus uni qui pourrait gouverner efficacement une future Érythrée indépendante. Le congrès a jeté les bases d'un leadership plus organisé et structuré, capable de guider le pays à travers les défis de la construction d'un État et d'une nation.

V. ATTEINDRE L'OBJECTIF ULTIME - L'AUTODETERMINATION ET L'INDEPENDANCE

Après trois décennies de conflit armé, d'innombrables victimes civiles et la perte de 65 000 combattants du FPLE, la lutte contre la domination éthiopienne a abouti à un triomphe militaire et politique de l'Érythrée en 1991. La victoire de l'EPLF et la libération complète de l'Érythrée ont considérablement modifié la dynamique politique et militaire dans la Corne de l'Afrique. L'appel permanent à l'autodétermination érythréenne a été officiellement reconnu par le nouveau gouvernement transitoire d'Éthiopie (TGE) comme le fondement principal de la coexistence mutuelle entre les Érythréens et leurs homologues éthiopiens.

Dès l'annonce de la mise en place d'un gouvernement provisoire et de l'intention d'organiser un référendum en Érythrée dans les deux ans, le FPLE a rapidement et efficacement remplacé les fonctionnaires éthiopiens qui contrôlaient les secteurs clés de la fonction publique. Tous les membres de l'EPLF se sont portés volontaires pour offrir leurs services sans rémunération jusqu'à ce qu'un plébiscite sur l'indépendance détermine le sort de la nation. Les équipes de l'EPLF restaurent avec diligence les routes

endommagées, en construisent de nouvelles, installent des écoles et des cliniques dans des régions auparavant négligées, mobilisent les communautés rurales pour les saisons agricoles, lancent des projets de reforestation dans les zones érodées, réorganisent les programmes d'enseignement et se lancent dans le journalisme pour le journal qui vient d'être lancé. L'éthique de l'autosuffisance qui avait guidé le mouvement de libération pendant la guerre a permis aux nationalistes érythréens de définir les priorités de la reconstruction d'après-guerre sans dépendance extérieure.

La marche vers l'autodétermination et l'indépendance de l'Érythrée a traversé des phases initiales de conflit entre les factions indépendantistes et anti-indépendantistes, caractérisées par des influences coloniales et impériales, des troubles politiques et une fragmentation. Lui ont succédé une lutte nationale plus sophistiquée et plus unifiée, la mise en place d'une organisation nationale, des périodes de discorde et des mouvements de rectification ultérieurs visant à solidifier l'unité nationale. L'évolution a culminé avec la formation d'un front de libération du peuple érythréen large et décisif, menant à la réalisation ultime de l'autodétermination et de l'indépendance. Tout au long de cette progression, l'identité nationale érythréenne a été renforcée par des expériences communes de difficultés et de résistance contre vents et marées.

Avec le démantèlement de l'hégémonie éthiopienne sur l'Érythrée, les relations antagonistes des trois dernières décennies ont pris fin. Sur le plan international et régional, la demande d'autodétermination du peuple érythréen a cessé d'être une préoccupation isolée considérée comme une menace potentielle, devenant l'un des nombreux cas soulignant la nécessité de réviser les normes internationales et régionales régissant la résolution des conflits dans l'ère de l'après-Seconde Guerre mondiale. La disparition de la mentalité de "domination éthiopienne" a marqué le début d'une nouvelle ère caractérisée par l'interdépendance et la collaboration

entre les deux nations. Les ressources nationales et les efforts des citoyens ont finalement été libérés des impératifs du conflit, l'accent étant mis sur l'autodétermination et l'engagement populaire dans la formation d'une identité nationale.

VI. RELATIONS AVEC D'AUTRES MOUVEMENTS DE LIBERATION

Reconnaissant le lien intrinsèque entre les aspirations à la paix, à la justice et à la prospérité des peuples de la région, le FPLE, tout en menant la lutte nationale érythréenne, s'est engagé activement avec des mouvements éthiopiens tels que le Front de libération des peuples du Tigré (TPLF) et le Front de libération oromo (OLF) pour établir une alternative démocratique au régime oppressif du Derg. Cette collaboration n'était pas fondée sur une philosophie simpliste du type "l'ennemi de mon ennemi est mon ami", mais plutôt sur la conviction inébranlable que l'indépendance complète de l'Érythrée et l'avènement d'un gouvernement progressiste soutenu par le peuple en Éthiopie étaient des objectifs intimement liés. Par conséquent, le front soutient et collabore avec les groupes qui s'efforcent d'atteindre ces objectifs tout en critiquant et en s'opposant aux factions qui entravent le progrès.

Mettant l'accent sur l'unité et l'égalité entre les diverses nationalités de l'Éthiopie, l'EPLF a plaidé en faveur d'un leadership capable de favoriser la cohésion éthiopienne sans assujettir aucun groupe. Il souligne la nécessité de prévenir les divisions fondées sur l'appartenance ethnique et de garantir l'unité du peuple éthiopien.

L'EPLF a exprimé ses opinions franches sur les questions fondamentales et les impératifs de la révolution éthiopienne pour la démocratie et la justice, reconnaissant l'étroite interdépendance des destins érythréen et éthiopien. Il estime que la coopération avec la lutte du peuple éthiopien

est primordiale pour l'avancement de la révolution érythréenne, après l'action du peuple érythréen. Inversement, il considérait la lutte du peuple érythréen comme une impulsion extérieure essentielle pour la révolution éthiopienne. Le front a cultivé et renforcé avec diligence les liens avec les organisations démocratiques éthiopiennes, cherchant à fortifier la solidarité entre les deux peuples.

L'EPLF a donné la priorité à l'établissement d'une alliance solide entre les révolutions érythréenne et éthiopienne et est resté attaché à cet objectif primordial. Simultanément, il a appelé les mouvements démocratiques éthiopiens à faire preuve d'un dévouement similaire.

VII. REALISATION DE LA QUETE D'AUTODETERMINATION DU PEUPLE ERYTHREEN

Le référendum, en tant que solution pacifique à la question de l'Érythrée, a été proposé pour la première fois par l'EPLF en 1980, mais le régime du Derg, dirigé par le colonel Mengistu Hailemariam, a rejeté ces appels à la paix. Cette démarche s'inscrivait dans le prolongement de diverses initiatives prises par les Érythréens pour faire valoir leur droit à l'autodétermination. L'Éthiopie a contrecarré l'initiative référendaire du FPLE en recourant à la force militaire et à des manœuvres diplomatiques.

Après cinq décennies de lutte politique et armée visant à obtenir l'indépendance, la résolution de cette question a finalement été remise entre les mains du peuple érythréen par le biais d'un référendum. Outre les vaillants efforts déployés sur le champ de bataille, le référendum constitue l'une des plus importantes récompenses historiques accordées au peuple érythréen par le FPLE. Malgré l'avancée triomphale du FPLE en 1991, ses dirigeants ont choisi de reporter la déclaration d'indépendance jusqu'à ce que le référendum puisse avoir lieu. Dans de nombreux scénarios

similaires de luttes de libération, les déclarations d'indépendance et les demandes de reconnaissance ont généralement suivi la victoire concluante sur le champ de bataille. Pourtant, en Érythrée, l'affirmation de la souveraineté et la recherche de la reconnaissance internationale dépendaient d'une résolution démocratique et légale. Cela illustre l'engagement du FPLE en faveur de la légalité et son refus de s'appuyer uniquement sur la puissance militaire. Lors de la libération de l'Érythrée en mai 1991, au lieu de déclarer hâtivement l'indépendance, il a été décidé d'établir un gouvernement provisoire et de planifier un référendum dans un délai de deux ans. Le gouvernement provisoire de l'Érythrée (PGE) a institué une commission référendaire par le biais de la proclamation n° 22/1992, publiée le 7 avril 1992.

Le référendum érythréen qui s'est tenu du 23 au 25 avril 1993 a marqué un tournant dans l'histoire moderne de l'Érythrée. Des Érythréens impatients ont formé des files d'attente ordonnées, munis de cartes d'enregistrement, dans les 1 010 bureaux de vote, dans une atmosphère chargée d'impatience et de jubilation. Les villes et les villages étaient ornés de nombreux drapeaux verts, rouges et bleus du FPLE, et des affiches encourageant les citoyens à participer au processus de vote ornaient les murs, les magasins et les clôtures.

D'un point de vue organisationnel, l'événement a été méticuleusement organisé, démontrant l'efficacité, l'aspect pratique et la légitimité générale du PGE/EPLF. L'inscription de tous les électeurs éligibles a été achevée à la mi-décembre, suivie d'une éducation civique sur les procédures de vote menée dans les langues locales dans toutes les régions de décembre à avril. Malgré le manque d'expérience de la population en matière de vote, les efforts de la Commission du référendum pour éduquer le public se sont avérés efficaces.

Le vote écrasant de 99,8 % en faveur de l'indépendance, annoncé le 27 avril 1993, a reflété sans équivoque l'aspiration et l'unité de la population érythréenne. La validation du référendum érythréen par les Nations Unies, l'OUA et la communauté internationale a renforcé ce résultat. Le 27 avril 1993, le commissaire spécial des Nations Unies, Samir Sanbar, a officiellement déclaré que le référendum s'était déroulé librement et équitablement. Le référendum érythréen est souvent cité comme étant probablement le référendum le plus positif de l'histoire de la démocratie, en termes de pourcentage de oui (99.8 %) et de participation des électeurs inscrits.

QUATRIÈME PARTIE: L'ÉRYTHRÉE INDÉPENDANTE ET LA "FIN DE L'HISTOIRE"

I. CHANGER LA REGLE DU JEU DANS LA GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION

S'il est une vérité que ce document a démontrée sans équivoque, c'est bien le fait que le peuple érythréen a été maintes et maintes fois exclu de la détermination de son destin. Après avoir vaincu et chassé l'armée éthiopienne d'Érythrée, ils auraient pu aller de l'avant et déclarer leur indépendance sans demander la bénédiction de qui que ce soit. En fait, pour de nombreux Érythréens, il était incompréhensible d'entreprendre un référendum après toutes les souffrances et tous les sacrifices, et le gouvernement a dû travailler dur pour leur expliquer la nécessité du référendum. Le référendum ne visait pas seulement à légaliser l'indépendance de l'Érythrée, mais aussi à ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la région et à jeter les bases d'une paix durable pour les habitants de la région.

Après avoir renversé le régime Dergue, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) dirigé par le Front de libération du peuple tigréen (TPLF) a organisé une conférence pour définir

la charte de la transition de l'Éthiopie vers la démocratie. La conférence a adopté une Charte de transition pour l'Éthiopie dans laquelle elle reconnaît le droit du peuple érythréen à l'autodétermination par le biais d'un référendum. Conformément à la Charte, le gouvernement de transition de l'Éthiopie, dirigé par l'EPRDF, a demandé à l'ONU, en novembre 1992, d'organiser un référendum sur l'indépendance de l'Érythrée. Le référendum a été observé et déclaré libre et équitable par les représentants des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue des États arabes, du Mouvement des non-alignés et de trente-deux pays, dont l'Éthiopie. De plus, le gouvernement érythréen a également décidé de ne pas poursuivre les revendications qu'il pourrait avoir en vertu du droit international pour les atrocités commises par les Éthiopiens à l'encontre du peuple érythréen. L'armée éthiopienne avait l'habitude de prendre des mesures de représailles contre les villages qui, selon elle, avaient soutenu les rebelles. Ona, Besikdra et Wekidiba en sont quelques exemples parmi tant d'autres. À Ona, plus de 800 civils, dont des femmes enceintes, des enfants et des personnes âgées, ont été tués par des tirs aveugles de soldats éthiopiens le matin du 1^{er} décembre 1970, tandis qu'un jour plus tôt, l'armée éthiopienne a ouvert le feu sur la mosquée du village de Besikdra et tué 120 personnes qui se cachaient dans ce qu'elle considérait comme un lieu sacré. À Wekidiba, près de 100 personnes qui s'abritaient dans une église ont été tuées. Wekidiba a été attaqué deux fois en l'espace d'un an.

Pour renforcer la paix et jeter les bases d'une future intégration entre les deux pays, les gouvernements érythréen et éthiopien ont signé l'accord d'amitié et de coopération en juillet 1993. Les principaux éléments de cet accord sont les suivants:

- (a) La préservation de la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes qui existait avant que l'Érythrée n'obtienne son indépendance;

- (b) Le maintien du libre accès de l'Éthiopie aux ports de l'Érythrée;
- (c) Coopération en matière de politiques monétaires et utilisation continue du Birr (*monnaie éthiopienne*) par les deux pays jusqu'à ce que l'Érythrée émette sa propre monnaie;
- (d) L'harmonisation de la politique douanière; et
- (e) Coopération et consultation en matière de politique étrangère.

Cet arrangement de monnaie commune, de commerce ouvert et de frontières ouvertes s'est accompagné d'une politique de tolérance à l'égard des populations mélangées le long des zones frontalières et, surtout, du sentiment que les problèmes seraient résolus lorsqu'ils se présenteraient.

Afin de trouver des solutions régionales aux problèmes régionaux, le gouvernement érythréen s'est associé au gouvernement éthiopien pour résoudre les conflits en Somalie, au Soudan et dans la région des Grands Lacs. Compte tenu de son importance stratégique pour la paix et la sécurité de la Corne, il était naturel que l'Érythrée entreprenne, au début des années 90, une humble initiative diplomatique pour mettre fin à la guerre civile sanglante en Somalie, qui avait déjà fait plus de 30 000 victimes à l'époque. Pour institutionnaliser cette initiative en faveur de la paix et de la sécurité régionales, l'Érythrée et les pays de la région ont créé en 1996 l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en remplacement de l'Autorité intergouvernementale pour la sécheresse et le développement (IGADD), fondée en 1986. La mission de l'IGAD est d'assister et de compléter les efforts des États membres pour atteindre, par une coopération accrue : la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement, la paix et la sécurité, ainsi que la coopération et l'intégration économiques dans la région.

II. CHANGER LES REGLES DU JEU DE L'AIDE INTERNATIONALE

En 1994, lorsque l'EPLF s'est reconstitué en Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), il a publié la Charte nationale pour l'Érythrée avec l'objectif, entre autres, d'articuler les principes de base qui doivent guider les politiques de développement du pays. La Charte énonce six principes de base, dont l'un est l'autosuffisance. Dans le domaine économique, l'autosuffisance est définie comme la nécessité de développer et de s'appuyer sur les capacités internes. La Charte explique ensuite que la révolution érythréenne a réussi grâce à l'autosuffisance.

Nous avons réussi parce que nous avons planifié en fonction de notre propre expérience et de nos propres conditions, sans copier le modèle politique, les politiques étrangères et les stratégies militaires de qui que ce soit d'autre. Nous avons traité les problèmes auxquels nous étions confrontés dans notre vie quotidienne et dans nos programmes [par nous-mêmes], sans attendre de solutions de la part d'experts extérieurs. En matière de développement économique, nous devons élaborer nos propres programmes en fonction de notre situation.

Comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, l'accent mis sur l'autosuffisance a peut-être trouvé son débouché naturel dans la révolution érythréenne, mais son emprise s'étend bien plus loin dans la psyché du peuple érythréen. Un dicton traditionnel érythréen dit que "ceux qui ont besoin des autres finissent par s'user comme une pièce de tissu". Cette préoccupation du gouvernement érythréen pour l'autosuffisance découle de trois facteurs interdépendants : le besoin d'égalité, d'indépendance et de durabilité. Dans l'un des documents qu'il a rédigés, le président Isaias a déclaré : "la symétrie devrait être le pivot de cette relation". La relation donneur-receveur basée sur la prescription et la dictée d'antidotes inadaptés ne fera pas l'affaire. Notre indépendance de

décision ne doit pas être empiétée par la conditionnalité de l'aide. C'est une question fondamentale de dignité qui ne peut être compromise par une nécessité temporaire." L'expérience des pays africains est pleine d'exemples flagrants où l'aide étrangère a exacerbé le problème du sous-développement socio-économique et de la dépendance politique avec les problèmes de corruption et de népotisme qui y sont associés. Compte tenu de cette leçon, il était tout à fait naturel que l'Érythrée tente d'éviter la dépendance à l'égard de l'aide, et de fixer la relation donateur-bénéficiaire (le gouvernement préfère le terme de "partenariat pour le développement") selon ses propres termes et de mettre l'accent sur la "propriété" nationale des projets de développement.

Si les programmes soutiennent les priorités de l'Érythrée et sont conçus en partenariat, le gouvernement les approuvera et les soutiendra ; dans le cas contraire, il choisira, comme il l'a fait à maintes reprises, de faire cavalier seul, souvent à un coût élevé.

Certains affirment que la relation donneur-bénéficiaire ne sera jamais un véritable partenariat et que "l'aide, sous quelque forme que ce soit, profitera toujours aux pays centraux et contrariera les efforts des pays du tiers monde pour se libérer politiquement et économiquement", mais il s'agit là d'une évaluation peu reluisante de la réalité. L'aide peut favoriser le partenariat entre le donneur et les pays bénéficiaires, promouvoir l'indépendance politique et économique des pays pauvres et assurer la durabilité de l'effort de développement si elle vise à développer et à renforcer les capacités internes des pays sous-développés tout en utilisant ces capacités internes pour articuler et mettre en oeuvre ses programmes. La Charte nationale de l'Érythrée explique ce qu'est cette "capacité interne" en Érythrée : "le secret de notre victoire dans la lutte se trouve dans le combattant dévoué...". C'est cet individu désintéressé qui a rendu tout cela possible, en déjouant tous les pronostics... Dans la construction d'une économie aussi, le facteur le plus décisif, ce sont les ressources humaines,

et non les ressources naturelles ou en capital, ni l'aide ou les investissements étrangers.” “L'Érythrée possède un peuple très motivé, industriel et discipliné qui a non seulement une forte aspiration au développement, mais qui est également conscient de ce qu'il faut pour se développer et qui a l'engagement nécessaire pour y parvenir.” “Nous devons travailler, développer nos compétences et nous tenir côte à côte avec le reste du monde.”

En février 1997, l'Eritrean Relief and Refugee Commission (ERREC) a publié un document d'orientation intitulé *Role, Scope and Modalities of Operation of International NGOs in Eritrea* qui limite spécifiquement les programmes des institutions d'aide en Érythrée aux secteurs de l'éducation et de la santé. De plus, la responsabilité du développement des politiques et stratégies sectorielles, ainsi que de la mise en œuvre des programmes, a été exclusivement réservée aux ministères de tutelle. Selon le rapport 2005 de l'ONU sur l'indice de développement humain, entre 1993 et 2003, “30 % du total de près de 1,9 milliard de dollars US sont allés à l'aide d'urgence et à la reconstruction (groupe de codes CRS 700) ; 12,4 % au gouvernement et à la société civile (y compris le déminage et la démobilisation) [les deux postes d'aide précédents étaient dus à la guerre de 1998-2000 avec l'Éthiopie] ; 10,5 % à l'aide aux produits de base et à l'assistance aux programmes généraux (groupe de codes CRS 500) ; 8,3 % sont allés à l'éducation, 7,3 % à l'agriculture et 6,4 % à la santé.” L'évaluation empirique de la réussite de cette politique dépasse le cadre de cet article, mais les résultats obtenus par l'Érythrée dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement peuvent nous donner une bonne indication.

III. PROPHETIE AUTO-REALISATRICE: L'HOSTILITE RENOUVELEE DES ETATS-UNIS CONTRE LE PEUPLE ERYTHREEN

Il est important de préciser que l'hostilité du gouvernement américain est dirigée contre le peuple érythéen et pas seulement contre son gouvernement. Si ce n'était pas le cas, comment expliquer la position américaine sur la question de l'indépendance de l'Érythrée dans les années 1940. À cette époque, le gouvernement érythéen n'existait pas. Il semble que les États-Unis craignaient qu'en cas d'indépendance, le peuple érythéen ne soit pas favorable aux intérêts américains dans la région. “Qui est la minuscule Érythrée pour défier les souhaits des États-Unis ?” Cette possibilité est désormais devenue une certitude en raison de l'hostilité continue des États-Unis à l'égard du peuple érythéen.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les États-Unis essayaient désespérément de trouver des justifications pour empêcher l'indépendance de l'Érythrée, même pendant la dernière ligne droite pour la prise d'Asmara. Il existe des preuves anecdotiques que les États-Unis ont proposé aux dirigeants éthiopiens du FPLP de ne pas aller de l'avant avec leur projet de référendum. Quoi qu'il en soit, l'indépendance de l'Érythrée étant acquise, les États-Unis n'ont eu d'autre choix que de l'accepter. Pendant les premières années de l'indépendance, les objectifs de politique étrangère des deux pays étaient alignés. Les États-Unis venaient de subir une débâcle humiliante lors de l'incident du “Black Hawk Down” en Somalie et étaient heureux de laisser les acteurs régionaux s'occuper du problème et encourageaient les solutions régionales pour les problèmes régionaux, bien qu'il y ait quelques différences subtiles dans leurs prescriptions. Il en va de même pour le problème du Soudan. Le Soudan, sous la direction de Beshir-Turabi, avait l'intention d'exporter l'islam politique dans la région, ce qui rendait l'Érythrée nerveuse compte tenu de ses préoccupations en matière de cohésion et d'unité internes. De leur côté,

les États-Unis commençaient à s'inquiéter des conséquences de leur succès en Afghanistan. Les Grands Lacs sont une autre région où l'Érythrée et les États-Unis ont collaboré pour stabiliser une situation dangereuse. Le gouvernement de Mobutu Sese Seko au Zaïre était sur le point d'implorer et d'embraser la région.

Le problème a commencé lorsque l'Éthiopie et l'Érythrée sont entrées en guerre en 1998. Les causes possibles de cette guerre ont été largement discutées ailleurs et dépassent le cadre de cet article. Les États-Unis, en tant qu'alliés des deux pays, étaient idéalement placés pour servir de médiateurs et résoudre le conflit. Pour une raison ou une autre, probablement une rechute de leur hostilité innée envers le peuple érythréen, ils ont choisi de se ranger du côté de l'Éthiopie et ont ainsi fait échouer le plan de paix américano-rwandais. "Washington a ensuite passé les six mois suivants à essayer de contraindre l'Érythrée à accepter une proposition coulée, tandis que l'Éthiopie a utilisé la trêve pour mobiliser des centaines de milliers de soldats et assembler un arsenal stupéfiant d'armes de la guerre froide en vue d'une deuxième série de combats. À la fin de la guerre, après la mort de dizaines de milliers de combattants, le déplacement de centaines de milliers de civils et la destruction de milliards de dollars de biens, les pays ont signé l'accord de paix global d'Alger en 2000, dans lequel ils ont accepté de soumettre leur différend frontalier à un arbitrage international définitif et contraignant. Lorsque les arbitres ont rendu leur décision et attribué la ville de Badime, le "point chaud" de la guerre, à l'Érythrée, l'Éthiopie est revenue sur son accord et a refusé de se conformer à la décision des arbitres. Les États-Unis, en tant que garants de l'accord de paix, au lieu de faire pression sur l'Éthiopie pour qu'elle accepte la sentence, l'ont amusée et aidée à se soustraire à ses obligations internationales en recourant à des stratagèmes (*l'Éthiopie accepte la sentence en principe mais aimerait négocier les modalités de la démarcation réelle ; la démarcation pourrait diviser des maisons, des familles et des communautés...*) pour

faire échouer la démarcation de la frontière. John Bolton, l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU, l'explique succinctement dans son livre : “Pour des raisons que je n'ai jamais comprises, cependant, Frazer [l'ancienne secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires africaines] a fait volte-face et a demandé, début février, de rouvrir la décision de l'EEBC [Eritrean Ethiopian Boundary Commission] de 2002, dont elle avait conclu qu'elle était erronée, et d'attribuer à l'Éthiopie une partie importante du territoire contesté.” Peu de temps après, les gouvernements occidentaux ont commencé à diffuser une propagande diabolique sur le fait que l'Érythrée est l'un des pires violeurs des droits de l'homme, la qualifiant de force déstabilisatrice et/ou de partisan du terrorisme - toutes sortes de mensonges visant à jeter les bases d'une punition de l'Érythrée.

IV. UN MAUVAIS EXEMPLE D'UN BON EXEMPLE

Le programme du service national a été l'une des premières institutions nationales à être visée par cette propagande diffamatoire. Étant donné le rôle central des membres du service national dans la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Érythrée lors de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée de 1998 à 2000, cela n'a rien d'étonnant. Le programme de service national peut être considéré comme la cristallisation des leçons amères que les Érythréens ont apprises au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Cela se reflète dans les objectifs déclarés du programme. Selon l'article 5 de la proclamation n° 82/1995, les objectifs du programme de service national sont les suivants:

- a) Établir une force de défense forte avec une base populaire solide qui peut garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Érythrée;
- b) Préserver et léguer aux générations suivantes l'héritage de courage, de persévérance et de bravoure dont le peuple érythréen a fait preuve au cours des 30 années de lutte armée;

- c) Cultiver une nouvelle génération caractérisée par le travail, la discipline, la participation et la volonté de construire la nation;
- d) Renforcer et développer l'économie nationale en utilisant nos ressources humaines de manière organisée et qualifiée, ce qui constitue notre principal réservoir de richesse nationale;
- e) Fournir aux participants du programme une formation militaire et des exercices continus afin d'acquérir et de développer des compétences spécialisées et une bonne condition physique; et
- f) En cultivant l'unité dans le nationalisme, combattre les sentiments infranationaux et renforcer la cohésion de notre peuple.

Malgré ces objectifs louables, ou plus probablement à cause d'eux, le HCR a désigné les évadés/ déserteurs du service national comme étant particulièrement à risque et méritant une protection spéciale dans le cadre du système d'asile international. Cela a créé un facteur d'attraction artificiel pour de nombreux Érythréens (et de nombreux Éthiopiens prétendant être Érythréens) qui ont migré vers l'Europe aux mains de vicieux trafiquants d'êtres humains traversant le rude désert saharien et la mer Méditerranée dans des embarcations à peine flottantes. Le sort de ces migrants est bien documenté et il n'est pas nécessaire de l'énumérer ici. Maintenant que les États européens d'accueil ressentent l'impact négatif de cette politique malavisée, nombre d'entre eux font volte-face. Pour ne prendre qu'un seul exemple, en mars 2015, le ministère de l'Intérieur britannique a publié de nouvelles directives sur l'Érythrée. Celles-ci renversaient la position des directives précédentes et affirmaient que le service national n'était plus indéfini, qu'il n'équivalait plus à un "travail forcé" et qu'il ne constituait donc pas une persécution ou un traitement dégradant ou inhumain (base sur laquelle quelqu'un se verrait accorder le statut de réfugié ou d'autres formes de protection au Royaume-Uni).

Une autre question qui a été utilisée comme arme pour attaquer l'Érythrée est celle des poursuites religieuses. Conformément à leur législation

nationale, les États-Unis, par l'intermédiaire de leur président, examinent la situation de la liberté religieuse dans tous les pays du monde et désignent chaque pays dont le gouvernement a commis ou toléré des “violations particulièrement graves de la liberté religieuse” comme un pays particulièrement préoccupant (CPC). La Birmanie, la République populaire de Chine, Cuba, l'Érythrée, l'Iran, la République populaire démocratique de Corée, le Nicaragua, le Pakistan, la Russie, l'Arabie saoudite, le Tadjikistan et le Turkménistan sont les derniers CPC. Lorsque l'on examine cette liste, on ne peut que se demander comment la préoccupation du gouvernement américain pour la liberté religieuse internationale est à ce point alignée sur ses intérêts géopolitiques. En ce qui concerne l'Érythrée, les États-Unis affirment:

L'Érythrée continue d'avoir l'un des pires bilans en matière de liberté religieuse en Afrique Aucune nouvelle institution religieuse n'a été officiellement enregistrée, et seules quatre communautés religieuses restent donc légalement autorisées à fonctionner : l'Église orthodoxe copte d'Érythrée, l'islam sunnite, l'Église catholique romaine et l'Église évangélique d'Érythrée, une dénomination affiliée à Luther.

L'histoire de la coexistence religieuse en Érythrée est vieille de plusieurs siècles. Le christianisme est arrivé dans la région au 4ème siècle et l'islam au début du 7ème siècle. Grâce au respect et à la compréhension mutuelle, les Érythréens ont réussi à préserver leurs diverses traditions religieuses tout en maintenant une coexistence pacifique et harmonieuse. À l'exception d'un cas, rapidement et ingénieusement résolu par les anciens/leaders des deux religions (évoqué ci-dessus dans la deuxième partie), il n'y a jamais eu de conflit religieux en Érythrée. Il est difficile de concilier cela avec l'affirmation selon laquelle l'Érythrée *est le pays d'Afrique qui affiche les pires résultats en matière de liberté religieuse*. Cependant, comme nous l'avons amplement démontré dans cet article, l'Érythrée a eu une

leçon de première main sur la façon dont la soi-disant préoccupation pour la liberté religieuse peut avoir l'arrière-pensée de diviser et d'affaiblir une nation. C'est pourquoi, dans la Charte nationale de l'Érythrée, l'unité nationale est déclarée comme la ligne directrice primordiale, sur laquelle tous les travaux et politiques seront alignés, rejetant ainsi “toutes les attitudes et activités qui sèment la discorde, ... [et] plaçant l'intérêt national au-dessus de tout le reste”. Après tout, une maison divisée contre elle-même ne peut pas tenir.

Le troisième grand front d'attaque consistait à alléguer que l'Érythrée soutenait le terrorisme et constituait une force d'instabilité dans la région. Le 23 décembre 2009, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté une résolution (résolution 1907) imposant des sanctions à l'Érythrée et demandant un embargo sur les armes, un gel des avoirs et une interdiction de voyager pour les dirigeants civils et militaires. Les sanctions sont motivées par le soutien présumé de l'Érythrée aux groupes armés qui sapent la paix et la réconciliation en Somalie et par le fait qu'elle n'a pas tenu compte des appels du Conseil de sécurité des Nations Unies à retirer ses forces de ses frontières avec Djibouti. La déclaration poursuit:

Le Conseil réitère sa demande que l'Érythrée retire ses forces jusqu'à la position du statu quo ante dans la zone où son conflit avec Djibouti s'est produit, qu'elle reconnaisse son différend frontalier et qu'elle coopère pleinement avec les bons offices du Secrétaire général. Il exige en outre que le pays cesse tout effort visant à déstabiliser ou à renverser, directement ou indirectement, le gouvernement fédéral de transition de la Somalie.

Ces sanctions ont été levées par la résolution 2444 du CSNU en 2018 “dans un contexte de rapprochement croissant avec l'Éthiopie” quelques mois après la signature d'un accord de paix entre les deux pays. Il n'y a pas de meilleure preuve quant à l'hypocrisie du système que celle-ci.

En 2005, l'Érythrée a publié une loi visant à réglementer les activités des organisations non gouvernementales (ONG). Cette proclamation, entre autres, limitait les activités des ONG à l'aide et à la réhabilitation, à travailler par l'intermédiaire de l'entité gouvernementale concernée, à limiter les frais généraux à moins de 10 % du budget global et à soumettre au gouvernement un rapport financier annuel vérifié. Immédiatement, les médias occidentaux ont commencé à attaquer l'Érythrée : “En tant que l'une des nations les plus pauvres du monde... l'Érythrée peut difficilement se permettre de dire non” ; “Le peuple érythréen paie le prix de l'orgueil de son gouvernement”. Dans les notes divulguées d'un câble diplomatique d'une réunion que la secrétaire d'État américaine de l'époque, Hillary Clinton, a tenue avec Ronald McMullen - l'ambassadeur de l'époque en Érythrée - en juin 2009, révélées par WikiLeaks, elle décrit l'Érythrée comme un “mauvais exemple” de gouvernance.

V. LE CHEMIN A PARCOURIR

Il semble que l'ère d'un monde unipolaire soit en voie de disparition. L'époque où les États-Unis étaient les champions incontestés touche à sa fin. Après tout, l'histoire n'est pas morte. Les États-Unis ont de plus en plus de mal à diriger tout le monde, petits et grands. La façon dont les États africains ont voté à l'Assemblée générale des Nations Unies en ce qui concerne la guerre en Ukraine en est une bonne indication. Il y a eu six résolutions de l'AGNU sur la guerre.

	ES-11/1	ES-11/2	ES-11/3	ES-11/4	ES-11/5	ES-11/6	Total
YES	28	27	10	30	15	30	140
NO	1	1	9	0	5	2	18
ABSTAIN	17	20	24	19	27	15	122
NO VOTE	8	6	11	5	7	7	44

Ce tableau montre comment les pays africains ont voté pour chaque résolution. Cela aurait été impensable il y a une dizaine d'années. Autre

exemple, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une écrasante majorité une résolution déclarant que les Palestiniens remplissaient les conditions pour devenir membres à part entière des Nations Unies, les États-Unis ont été l'un des rares pays à s'y opposer. Ce qui est révélateur, c'est que les États-Unis ont dû défendre leur opposition. Cela ne signifie pas que les États-Unis ont perdu leur primauté. Les États-Unis sont toujours le premier pays sur le plan économique, ils ont la plus grande armée et sont à la pointe de l'innovation scientifique et technologique. Ce que cela signifie, c'est que d'autres pays les rattrapent rapidement. Mais ce qui est plus important que cela, ce sont les problèmes structurels auxquels les États-Unis sont confrontés, en particulier l'énorme dette nationale et la polarisation de la politique intérieure.

Le déclin des États-Unis en tant que superpuissance unique a l'avantage de limiter leurs excès en matière de politique étrangère et d'ouvrir l'espace à d'autres pays. Cependant, il comporte aussi des risques. Tout d'abord, l'histoire nous enseigne qu'aucune superpuissance ne renonce gracieusement à sa suprématie. Les États-Unis ne sont pas différents et l'intensification de la rivalité avec la Chine en est une indication. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est le fait que les progrès scientifiques et technologiques, en particulier dans le domaine de l'armement, ont transformé le jeu en un poker aux enjeux élevés où le sort de l'humanité est en jeu. Deuxièmement, les puissances émergentes, qu'elles soient réelles ou fantaisistes, se précipitent pour occuper l'espace laissé par la superpuissance en déclin. L'intense rivalité régionale pour le contrôle de la mer Rouge et de ses environs immédiats avec son impact négatif concomitant pour les populations de la région (Soudan, Somalie, Yémen) en est un bon exemple. Si l'on prend le cas du Soudan, bien que le problème central soit l'échec des gouvernements successifs dans le processus de construction de l'État et de la nation, l'ingérence des puissances régionales à venir pour soutenir l'un ou l'autre des antagonistes

du conflit cause des souffrances insupportables au peuple soudanais et pourrait conduire à la désintégration du pays avec des répercussions sur l'ensemble de la région. Ce qui est inquiétant, c'est que le Soudan n'est pas le seul pays à connaître un sort similaire.

Ce qui est encore plus optimiste que la disparition du système unipolaire, c'est la conscience et la solidarité croissantes qui se développent parmi les opprimés du monde. Les malheurs économiques, les catastrophes écologiques, les guerres incessantes et les souffrances, la mort et la destruction qui en découlent ont réveillé les masses assoupies. Il devient évident que si nous voulons éviter une catastrophe mondiale, les choses doivent changer. C'est encore plus vrai dans les pays du Sud où l'exploitation néocoloniale a exacerbé les problèmes. Cela ne signifie pas qu'une issue positive est inévitable. Les gains réalisés par les partis d'extrême droite lors des dernières élections européennes sont une manifestation de la colère aveugle des malheureux d'Europe. Les Européens, en particulier les jeunes, ont perdu l'espoir que les élites traditionnelles établies puissent s'attaquer aux luttes quotidiennes auxquelles ils sont confrontés. Cependant, au lieu de s'éduquer politiquement, de s'organiser et de se mobiliser pour prendre leur destin en main et provoquer eux-mêmes les changements nécessaires, ils choisissent la facilité en faisant confiance aux partis d'extrême droite qui colportent des solutions dangereusement fausses.

La Charte nationale de l'Érythrée stipule que "si la paix, la justice et la prospérité ne règnent pas en Érythrée, l'indépendance que nous avons gagnée au prix de lourds sacrifices n'aura pas de sens". Si nous poussons un peu plus loin la logique de cette déclaration, l'Érythrée ne peut garantir la paix, la justice et la prospérité à son peuple si la paix, la justice et la prospérité ne règnent pas dans l'ensemble de la région. Les pays de cette région sont destinés par la géographie à nager ensemble ou à couler ensemble. Ils n'ont donc pas d'autre choix que de travailler ensemble. Pour

travailler ensemble, il faudra apprendre des erreurs historiques, renoncer à des ambitions hégémoniques intenable et surtout s'exorciser de la mentalité de comprador.

Le temps est venu pour les pays de cette région de se ressaisir, de saisir le moment et de profiter des opportunités créées par la reconfiguration géopolitique en cours dans la région et dans le monde en général, tout en contournant de façon délibérée et prudente les pièges cachés. Les peuples ne peuvent pas se permettre de perdre cette opportunité historique.

BIBLIOGRAPHIE

‘IGAD - Intergovernmental Authority on Development’, <https://archive.uneca.org/oria/pages/igad-intergovernmental-authority-development>, (visited on the 17th of July, 2024).

A.A. Abdussalam and F.S. Abusedra, ‘The Colonial Economy: North Africa: Libya, Egypt and the Sudan’ in A. Abdu Boahen (ed), *General History of Africa: Africa under Colonial Domination 1880-1935* (California: University of California Press, 1985) vol. 7, 440-457.

Adu Boahen, ‘Africa and the Colonial Challenge’, in A. Adu Boahen (ed), *Africa under Colonial Domination 1880-1935*, (California: University of California Press, 1985) vol. 7, 1-18.

Adulis, *The EPLF and its relations with democratic movements in Ethiopia*, Vol. no.11 1985 review of African Political economy, found at <http://www.jstor.org/stable/4005589> (accessed July 30th, 2024,).

Alemseged Tesfai, Aynfelale, 2001.

Amanuel Biedemariam, ‘The History of the US in Eritrea: From Franklin D. Roosevelt to Barak Obama and How Donald Trump Changed the Course of History’, lulu.com, 2020.

Awet T. Weldemichael, *African Diplomacy of Liberation. The Case of Eritrea’s Search for an “African India”*, Cahiers d’études africaines [Online], 212 | 2013, Online since 16 December 2015, connection on 10 December 2020; DOI <https://doi.org/10.4000/etudesafrcaines.17542>, (accessed July 30th, 2024).

Barrera G. Patrilinearity, race, and identity: the upbringing of Italo-Eritreans during Italian colonialism. *Italian colonialism*. 2005:97-108.

Bartolini G, editor. A history of international law in Italy, (Oxford University Press; 2020).

Basil Davidson, Lionel Cliffe and Bereket Habteslassie, *Behind the War in Eritrea*, Spokesman publishers, 1980.

Bereketeab R. 'Eritrea: The making of a nation 1890-1991' (Doctoral dissertation, Acta Universitatis Upsaliensis).

Chelati Dirar U. Colonialism and the construction of national identities: The case of Eritrea. *Journal of Eastern African Studies*. 2007 Jul 1;1(2):256-76.

Dan Connell, Against All Odds: The Second Siege of Eritrea, *Eritrean Studies Review*, Vol. 3 No. 2, 1999, pp 191-192.

Dan Connell, *Against all odds; A Chronicle of the Eritrean Revolution*, The Red Sea Press Inc. 1993.

Dulles, John Foster, United States Representative to the Fifth General Assembly of the UN.

Elias Götz, et al, 'How African states voted on Russia's war in Ukraine at the United Nations – and what it means for the West', <https://www.diis.dk/en/research/how-african-states-voted-on-russias-war-in-ukraine-the-united-nations-and-what-it-means>, (visited on the 24th of July, 2024).

Eritrean Liberation Front, *Eritrea: The national democratic revolution versus Ethiopian Expansionism*, Foreign information centre 1979.

Eritrean People's Liberation Front, *Memorandum*, Hoover institution 1978.

Eritrean People's Liberation Front, *National Democratic Program*, 1987.

Eritrean People's Liberation Front, *Political Report & National Democratic Programme adopted in 1987*, Hdri Publishers, 2007.

Eritrean Referendum: Reinforcement of the Bullet by Ballot, article written on Shabait.com.

Ewan Sutherland, 'The Scramble for Africa' (Paper presented for the 35th Telecommunications Policy Research Conference, George Mason University, Arlington 28-30 September 2000, available at <http://www.3wan.net/>).

Fausto Biloslavo, The Scam of Fake Eritrean Refugees who are actually Ethiopians, <https://tesfanews.com/scam-false-eritrean-refugees-actually-ethiopians/> (accessed 23 July 2024).

Gaim Kibreab, Critical reflections on the Eritrean War of Independence, The Red Sea Press Inc., 2008.

George W. Shepherd, 'Free Eritrea: Linchpin for Stability and Peace on the Horn', Africa Today, Vol. 40, No. 2, The Horn of Africa: Reconstructing Political Order, 1993.

Ghelawdewos Araya, 'Eritrea: A Political Economy of Transition', A paper presented at Economic Policy Conference on Eritrea, Organized by the University of Asmara, 1991.

Göte Hansson, 'Building New States: Lessons from Eritrea', Discussion Paper No. 2001/66, World Institute for development Economics Research.

Habtu Ghebre-ab, 'Massacre at Wekidiba: The Tragic story of a Village in Eritrea', Red Sea Press, 2013.

Haggai Erlich, *The struggle over Eritrea 1962-1978: War and Revolution in the horn of Africa*, Hoover press publication 1983, 43-54.

Haile B., 'The collusion on Eritrea' (2000).

Hess RL. Italy and Africa: colonial ambitions in the First World War. The Journal of African History. 1963 Mar;4(1):105-26.

Inter-Allied Declaration Against Acts of Dispossession Committed in Territories under Enemy Occupation or Control, PP 443-444.

Isaias Afewerki, 'Achieving Global Human Security: Eritrea's View', a paper presented at the biennial on International Development Conference, Washington, DC, 1995. Reprinted in the Eritrea Profile, the 31st of January, 1995.

Isaias Afewerki, President of the State of Eritrea, Public question and answer session, 1998.

James Firebrace & Stuart Holland MP, *Never Kneel Down; Drought, Development and Liberation in Eritrea*, The Red Sea Press Inc. 1985.

John Bolton, 'Surrender is Not an Option: Defending America at the United Nations and abroad, Threshold Editions, 2007.

Kidane Mengisteab, 'Some Latent Factors in the Ethio-Eritrean Conflict', *Eritrean Studies Review* Vol. 3, No.2(1999).

Kjeti Tronvoll, 'The Eritrean referendum: Peasant Voices', *Eritrean Studies Review* V1No.1(1996).

Lambert Ebitu, 'Eritrea paying the price for daring Africa to become self-reliant', *African Interest*, https://africaninterest.org/eritrea-paying-the-price-for-daring-africa-to-become-self-reliant/#google_vignette, (visited on the 20th of July, 2024).

Lass-Westphal, Ingeborg. "Protestant Missions During and After the Italo-Ethiopian War, 1935-1937." *Journal of Ethiopian Studies* 10, no. 1 (1972): 89-101.zh.

Leenco Lata, 'The Ethiopia-Eritrea War', *Review of African Political Economy*, Vol. 30, No. 97, *The Horn of Conflict* (2003).

Lionel Cliffe & Basil Davidson, *The long struggle of Eritrea for independence and constructive peace*, The Red Sea Printing Press Inc. 1988.

Longrigg, Stephen H., *HalfYearly Report by the Military Administrator on the Occupied Enemy Territory of Eritrea 1942*.

Los Angeles Times, 'Eritrea aspires to be self-reliant, rejecting foreign aid', <https://www.latimes.com/world/la-fg-eritrea2oct02-story.html>, (visited on the 20th of July, 2024).

Macro-policy, *The Government of the State of Eritrea*, 1994.

Mary Dines, *The Long Struggle of Eritrea for Independence and Constructive Peace*, Lionel Cliffe and Basil Davidson (ed), 1988.

Michael and Trish Johnson, 'Eritrea: The National Question and the Logic of Protracted Struggle', 80 (319) *African Affairs* 181 (1981).

Michela Wrong, 'I Didn't Do It for You: How the World Betrayed a Small African Nation', London and New York Fourth Estate, 2005.

Mohammad AS. *Competing identities and the emergence of Eritrean nationalism between 1941 and 1952*. In *African Dynamics in a Multipolar*

- World: 5th European Conference on African Studies—Conference Proceedings 2014 (pp. 1376-1408). Centro de Estudos Internacionais do Instituto Universitário de Lisboa (ISCTE-IUL).
- Morten J, Strangio D, Weisdorf JL. A Case of Its Own? A Review of Italy's Colonisation of Eritrea, 1890-1941. *The Journal of European Economic History*. 2021;50(1/2021):99-132.
- Musisi S. and Kinyanda E., 'Long-Term Impact of War, Civil War, and Persecution in Civilian Populations – Conflict and Post-Traumatic Stress in African Communities', 11 *Frontiers in Psychiatry*, <https://doi.org/10.3389/fpsyt.2020.00020>
- Negash, T. "Italian colonialism in Eritrea, 1882-1941: Policies, praxis and impact." (1990): 0218-0218.
- Nuhad Jamal, 'Development Aid: Eritrea's Practice as an Alternative Model', Prepared for the Eritrean Studies Association (ESA) International Conference "Independent Eritrea: Lessons and Prospects", Asmara, 2001.
- Office of International religious Freedom, 'Countries of Particular Concern, Special Watch List Countries, Entities of Particular Concern', <https://www.state.gov/countries-of-particular-concern-special-watch-list-countries-entities-of-particular-concern/>, (visited on the 20th of July, 2024).
- Okbazghi Yohannes, 'Eritrea: A Country in Transition', Review of African Political Economy, No. 57, *The Politics of Reconstruction: South Africa, Mozambique & the Horn* (Jul., 1993).
- Okbazghi Yohannes, *Eritrea, a Pawn in World Politics*, The University of Florida Press., 1991.
- Pakhust, Sylvia, 'Eritrea on the Eve', Woodward Green, 1952.
- People's Front for Democracy & Justice (PFDJ), *History of Eritrea from ancient times up to independence*, Textbook 2012, 213.
- Peter A.K., *Politics and Liberation: The Eritrean Struggle 1961-86*, University of Aarhus 1987, 58.
- PFDJ National Charter, adopted at the 3rd National Congress of the EPLF/PFDJ, 1994, Translation by Milena Bereket.

Press Statement, US Department of State, <https://www.state.gov/23rd-anniversary-of-the-algiers-agreement-between-the-governments-of-ethiopia-and-eritrea/>, (visited on the 19th of July, 2024).

Pretelli M. Education in the Italian colonies during the interwar period. *Modern Italy*. 2011 Aug;16(3):275-93.

Proclamation No. 145/2005, A Proclamation to Determine the Administration of Non-Governmental Organizations.

Proclamation No. 82/1995, National Service Proclamation.

Provisional government of Eritrea, *Eritrean Referendum Proclamation N. 22, Gazette of Eritrean Laws 1992*.

Redie Bereketeab, 'The Eritrea-Ethiopia Conflict and the Algiers Agreement: Eritrea's Road to Isolation', https://www.researchgate.net/publication/280010587_The_Eritrea-Ethiopia_Conflict_and_the_Algers_Agreement_Eritreas_March_Down_the_Road_to_Isolation, (visited on the 19th of July, 2024).

Redie Bereketeab, *The Making of a Nation 1890-1991*, Uppsala University, 2000.

Report of the United Nations Commission for Eritrea, General Assembly, Official Records: 5th session, Supplement no.8 (A/1285), 1950. (Four point commission).

Roy Pateman, *Eritrea; Even the stones are burning*, Red Sea Printing Press Inc. 1990.

Ruth Iyob, 'The Ethiopian–Eritrean Conflict: Diasporic vs. Hegemonic States in the Horn of Africa, 1991-2000', *Journal of Modern African Studies*, Vol. 38, No. 4 (Dec., 2000).

Ruth Iyob, *The Eritrean Struggle for Independence; Domination, Resistance & Nationalism 1941-1993*, African Studies series 82, 88-94.

Saleh A.A. Younis, 'The Eritrean-Ethiopian Conflict or How Ethiophilia Blinded Susan Rice', *Eritrean Studies Review*, Vol. 3 No. 2, 1999.

Shawn O. Utsey et.al., 'Assessing the Psychological Consequences of Internalized Colonialism on the Psychological Well-Being of Young Adults in Ghana', 41(3) *Journal of Black Psychology* 195 (2014).

Simon Weldemichael, 'Ona massacre', <https://shabait.com/2020/12/05/ona-massacre/> (visited on the 17th of July, 2024).

Siphamadla Zondi and Emmanuel Rejouis, 'The Ethiopian-Eritrean Border Conflict and the Role of the International Community', *African Journal on Conflict Resolution*, Vol. 6 No.2, 2006.

Tate HR. The Italian Colonial Empire. *Journal of the Royal African Society*. 1941 Apr 1;40(159):146-58.

Teferi Michael et-al, Managing Aid Exit and Transformation Eritrea Country Case Study, 2008, p 31, <https://library.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/managing-aid-exit-and-transformation-eritrea-coun.pdf>, (visited on the 19th of July, 2024).

Tekie Fessehazion, *Eritrea: From Federation to Annexation 1952-1962*, Eritreans for peace and democracy publication committee 1990.

Tekie Fessehazion, 'The Eritrean Referendum of 1993', *Eritrean Studies Review* Vol. 1, No.1(1996).

Terrence Lyons, 'Post-Cold War U.S. Policy toward Africa: Hints from the Horn', *The Brookings Review*, Vol. 10, No. 1, 1992.

The Economist, 'A myth of self-reliance', <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2006/04/27/a-myth-of-self-reliance>, (visited on the 20th of July, 2024).

The Guardian, 'Home Office Eritrea guidance softened to reduce asylum seeker numbers', <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/jan/22/home-office-eritrea-guidance-softened-to-reduce-asylum-seeker-numbers>, (accessed 23 July 2024).

The New York Times, 'The U.N. General Assembly adopts a resolution in support of Palestinian statehood', <https://www.nytimes.com/live/2024/05/10/world/israel-gaza-war-hamas-rafah>, (visited on the 24th of July, 2024).

The Secretary of State for Foreign Affairs, Memorandum to the British Cabinet, 18 April 1946, p 14, British National Archives (BNA).

Trevaskis, G.K.N., *Eritrea: A Colony in Transition: 1941-1952*, Oxford University Press, London, 1960.

Tseggai A. *The economic viability of an independent Eritrea*. The University of Nebraska-Lincoln; 1981.

UN General Assembly, 17 May 1949.
<http://www.un.org/documents/ga/res/3/ares3.htm>.

UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Eritrea*, April 2009, <https://www.refworld.org/policy/countrypos/unhcr/2009/en/66801> (accessed 23 July 2024).

UN News, 'Eritrea sanctions lifted amid growing rapprochement with Ethiopia: Security Council', <https://www.un.org/africarenewal/news/eritrea-sanctions-lifted-amid-growing-rapprochement-ethiopia-security-council>, (visited on the 24th of July, 2024).

UN Resolution 390 (A), 1950.

United Nations Economic Commission for Africa, et al, 'Africa MDGs Report 2015 - Lessons Learned', <https://www.undp.org/ghana/publications/africa-mdgs-report-2015-lessons-learned>, (visited on the 26th of July, 2024).

United Nations Security Council, Resolution 1907, <http://unscr.com/en/resolutions/1709>, (visited on the 24th of July, 2024).

United Nations, 'At Emergency Special Session, General Assembly Overwhelmingly Backs Membership of Palestine to United Nations, Urges Security Council Support Bid', <https://press.un.org/en/2024/ga12599.doc.htm>, (visited on the 24th of July, 2024).

United States Commission for International Religious Freedom, <https://www.uscirf.gov/countries/eritrea>, (visited on the 20th of July, 2024).

US department of State, Incoming Telegram Control 8528, No. 171, 19 August 1949.

USAID/Eritrea, The Investment Partnership between The United States Agency for International Development and the State of Eritrea, October 1997.

Vestal, Theodore M, Consequence of the British Occupation of Ethiopia during World War II, Rediscovering the British Empire Barry Ward (eds.), Melbourne, FL Krieger, 2001.

Woldeab Woldemariam, *A short history of Eritrea*, Oslo, Norway 1987.

ዘምህረት ዮሃንስ፣ “መኸተ አንጻር ኢጣልያዊ መግዛት አብ ኤርትራ”፣ አሕተምቲ ሕድሪ አስመራ 2010.

